



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les principaux éléments du budget principal des dépenses.

Partie II – Le budget principal des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits ultérieurs. Le Parlement devra adopter ces crédits afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Les Parties I et II du budget des dépenses sont déposées le 1^{er} mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés, pour une période de trois ans, sur les principales priorités d'une organisation, et ce, par résultat stratégique, activité de programme et résultat prévu, incluant des liens aux besoins en ressources connexes. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les projets de transformation, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement, au printemps, par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ils font l'objet d'un renvoi aux comités qui peuvent ensuite faire rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(7) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le budget supplémentaire des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget supplémentaire des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses est habituellement déposé trois fois par année, soit un premier document en mai, un deuxième à la fin octobre et un document final à la fin février. Chaque budget supplémentaire des dépenses est caractérisé par une lettre alphabétique (A, B, C, etc.). En vertu de circonstances spéciales, plus de trois budgets supplémentaires des dépenses peuvent être publiés au cours d'une même année.

Le budget des dépenses de même que le budget fédéral du ministre des Finances sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2013.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du SCT à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

En vente chez votre libraire local ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) KIA 0S5

Téléphone : 613-941-5995
Commandes seulement : 1-800-635-7943 (Canada et É.-U.)
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757 (Canada et É.-U.)
Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

No. de catalogue : BT31-2/3-2013
ISBN : 978-0-660-67459-9

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses.....	7
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	15
<i>Tableaux sommaires</i>	
Aperçu des tableaux sommaires	21
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	22
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013	28
<i>Détails par ministère, organisme et Société d'État</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère.....	35
Agence canadienne de développement international	37
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	42
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère.....	45
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	
	47
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	50
Agence canadienne d'inspection des aliments	51
ANCIENS COMBATTANTS	
Ministère.....	53
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	55
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	59
CONSEIL PRIVÉ	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	62
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	66
Centre de la sécurité des télécommunications.....	68
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	68
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
	70
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	74
Agence Parcs Canada	76
FINANCES	
Ministère.....	81
INDUSTRIE	
Ministère.....	86
Agence spatiale canadienne.....	86
Conseil national de recherches du Canada.....	87
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	88
Conseil de recherches en sciences humaines	89
JUSTICE	
Ministère.....	93
Commissaire à la magistrature fédérale	93
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	96
Bibliothèque du Parlement.....	96
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	101
Musée canadien des civilisations	102
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	102
Bibliothèque et Archives du Canada	103
Société du Centre national des Arts	103
PÊCHES ET OCÉANS.....	
	105
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	111
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	113
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	116
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	117
SANTÉ	
Ministère.....	120
Instituts de recherche en santé du Canada.....	121
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	122
Agence de la santé publique du Canada.....	123

Table des matières

Détails par ministère, organisme et Société d'État

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Agence des services frontaliers du Canada	128
Service canadien du renseignement de sécurité	129
Gendarmerie royale du Canada	130
TRANSPORTS	
Ministère	134
Tribunal d'appel des transports du Canada	135
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Ministère	138
Services partagés Canada	139
<i>Annexe</i>	
Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits	144

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État;*
4. *Annexe.*

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements mis à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions, et les modifications au libellé de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (C) est le troisième et dernier budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Budget principal des dépenses 2012-2013, déposé le 28 février 2012, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 91,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 0,1 milliard de dollars en dépenses non budgétaires. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 160,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 2,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 29 mars 2012 et a fourni des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2012. La *Loi sur le crédit n° 2 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 28 juin 2012 et a fourni des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Budget principal des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013, déposé le 17 mai 2012, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 2,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 0,2 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 28 juin 2012.

Budget Supplémentaire des dépenses (A)

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013, déposé le 8 novembre 2012, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 2,5 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,7 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprenait des renseignements au sujet de l'augmentation de 0,3 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi sur le crédit n° 4 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 14 décembre 2012.

Budget supplémentaire des dépenses (B)

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 1,5 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,6 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant les modifications apportées aux dépenses législatives prévues, à la fois les dépenses budgétaires et non budgétaires.

Présent budget supplémentaire des dépenses

Tableau 1 : Total du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 (en milliards de dollars)

	Budgétaire ¹	Non budgétaire ²
Crédits votés ³	1,5	0,0
Dépenses législatives ⁴	(0,1)	0,1
Total	1,4	0,1

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Postes principaux

Cette section donne un aperçu des principaux postes inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Les principaux postes votés inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement : Postes votés

Fonds pour la mise en œuvre du règlement approuvé par la Cour fédérale à l'égard du recours collectif Manuge concernant la disposition d'indemnisation de la Loi sur les pensions incluse dans le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes – Politique sur les prestations d'invalidité de longue durée

Ces fonds s'ajouteront aux provisions établies par Manuvie pour financer les paiements futurs au titre des prestations d'invalidité à long terme du Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes. Les négociations portant sur le règlement se poursuivent.

Défense nationale
725,7 millions de dollars

Fonds pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'investissement en soutien à la Stratégie de défense Le Canada d'abord et pour les paiements tenant lieu d'indemnités de départ versés aux membres des Forces canadiennes

Ces fonds sont requis pour maintenir le niveau actuel de mise sur pied des forces, ce qui englobe des activités et des processus au cours desquels le personnel militaire est recruté, équipé et préparé pour disposer de forces affichant un niveau de préparation donné en prévision d'opérations nationales et internationales. Les fonds serviront aussi à poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie de défense *Le Canada d'abord* et à réaffecter des ressources à l'interne pour mettre en place des paiements tenant lieu d'indemnités de départ versés aux membres des Forces canadiennes.

Défense nationale
438,4 millions de dollars

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables

Ces fonds permettront de radier 44 048 dettes liées à des prêts canadiens aux étudiants. Le Programme canadien de prêts aux étudiants accorde une aide aux étudiants de niveau postsecondaire ayant besoin d'un soutien financier. Les montants radiés sont des dettes à l'égard desquels tous les efforts de recouvrement raisonnables ont été déployés.

Ressources humaines et Développement des compétences
231,2 millions de dollars

Fonds en appui à la nouvelle mission de formation du Canada en Afghanistan

Ces fonds serviront à financer la mission de formation du Canada en Afghanistan. La mission de formation dirigée par l'OTAN prévoit l'affectation de personnel militaire et d'employés de soutien des Forces canadiennes au quartier général de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF), à Kaboul, et à plusieurs centres de formation dirigés par les États-Unis et le Royaume-Uni à Kaboul, Mazar-e-Sharif et Herat. Cette mission permettra de dispenser des services de formation et de perfectionnement professionnel aux forces nationales de sécurité afghanes, et plus particulièrement à l'Armée nationale et à la Police nationale d'Afghanistan.

Défense nationale
144,0 millions de dollars

Fonds pour la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square

Ces fonds serviront à déménager et à consolider le Haut-commissariat du Canada à Londres en un seul endroit, notamment à faire l'acquisition d'une propriété adjacente à la Maison du Canada à Trafalgar Square.

Affaires étrangères et Commerce international
107,5 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour des subventions supplémentaires visant à financer des initiatives liées à la protection de l'enfance, ainsi qu'à la santé maternelle, infantile et des nouveau-nés

Cette autorisation de verser des subventions accordera la marge de manœuvre requise pour financer des investissements stratégiques dans des domaines prioritaires comme la protection de l'enfance et la santé maternelle, infantile et des nouveau-nés. Il s'agit non pas de nouveaux fonds, mais d'un changement du mode de prestation pour remplacer les contributions par des subventions. L'augmentation des subventions sera compensée par une baisse correspondante des contributions.

Agence canadienne de développement international

100,0 millions de dollars

Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (*poste horizontal*)

L'Accord de Copenhague a mis en place une feuille de route pour un régime sur les changements climatiques au-delà de 2012. Dans le cadre de l'Accord, les pays industrialisés se sont engagés à verser des fonds aux pays en développement pour l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation. Ces fonds appuieront des initiatives comportant les objectifs clés suivants : aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux changements climatiques qu'ils éprouvent à l'heure actuelle; accroître l'offre d'énergie propre dans les pays en développement; et mieux gérer les ressources forestières et agricoles dans les pays en développement, en plus de préserver les forêts tropicales et les autres zones protégées.

Agence canadienne de développement international

95,9 millions de dollars

Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (aménagement, services publics et entretien) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués

Il incombe à Travaux publics et Services gouvernementaux de fournir de l'espace à bureaux aux ministères et aux organismes fédéraux. L'on s'attend à ce que ces locaux soient sûrs et sains, et à ce qu'ils favorisent l'exécution des programmes et la prestation des services de manière efficace. Ces fonds couvriront les coûts liés à la préparation de l'espace à bureaux en prévision de son occupation et à l'espace temporaire utilisé pendant la rénovation des immeubles appartenant à l'État.

Travaux publics et Services gouvernementaux

84,9 millions de dollars

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :

Postes législatifs

Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi conformément à la Loi d'exécution du budget de 2009

Ces fonds visent à recouvrer les prestations temporaires plus élevées que prévu qui ont été versées par l'entremise du Programme d'assurance-emploi dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Conformément à la *Loi d'exécution du budget de 2009*, une somme de 2,9 milliards de dollars a été mise de côté en 2010-2011 pour venir en aide aux Canadiens pendant le ralentissement de l'économie. Les dépenses réelles au titre de ces prestations temporaires dépassent de 281,1 millions de dollars le montant prévu au départ, et cette différence doit être transférée au Compte des opérations de l'assurance-emploi.

Ressources humaines et Développement des compétences

281,1 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen

Le Supplément de revenu garanti (SRG) procure un soutien du revenu supplémentaire, qui s'ajoute aux prestations de Sécurité de la vieillesse, aux aînés à faible revenu vivant au Canada. L'augmentation des prestations du SRG prévue par l'actuaire en chef du Canada comporte deux volets : une augmentation du nombre estimatif de bénéficiaires et une hausse du taux mensuel moyen appliqué aux bénéficiaires.

Ressources humaines et Développement des compétences

143,0 millions de dollars

Augmentation des paiements des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance

Le Programme de la Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité aide les Canadiens atteints d'une déficience grave et prolongée et leurs familles à épargner en prévision de l'avenir au moyen des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI). Les fonds demandés permettront de tenir compte d'une nouvelle disposition de report aux termes du Programme qui a été mise en œuvre en janvier 2012. Cette disposition de report permet aux bénéficiaires de réclamer des droits inutilisés au titre de la Subvention et des Bons canadiens pour l'épargne-invalidité pour les dix années précédentes, soit rétroactivement à 2008, lorsque les REEI ont été mis en place.

Ressources humaines et Développement des compétences

114,5 millions de dollars

Augmentation des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen

Le Programme de sécurité de la vieillesse (SV) procure une prestation de pension de base à tous les aînés du Canada qui satisfont aux critères législatifs et de résidence. L'augmentation des prestations au titre de la SV prévue par l'actuaire en chef du Canada comporte trois volets : une augmentation du nombre estimatif de bénéficiaires, une hausse du taux mensuel moyen prévu de la prestation de SV, et une hausse du remboursement anticipé des prestations de SV.

Ressources humaines et Développement des compétences

104,6 millions de dollars

Nouvelles prévisions à l'égard de l'intérêt sur la dette non échue

La diminution de l'intérêt sur la dette non échue traduit la révision des taux d'intérêt prévus par les économistes du secteur privé.

Finances

(762,0 millions de dollars)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les montants présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses s'ajoutent au budget principal des dépenses. La variation nette d'un crédit est composée des transferts (montants transférés au crédit et du crédit) et des rajustements (le montant dans la loi de crédits connexe).

Dépenses votées				
Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation en tant que pourcentage des autorisations à ce jour	Justification
Défense nationale	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement	1 607 195 632	11,1	Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes, Stratégie de défense <i>Le Canada d'abord</i> , mission de formation en Afghanistan, l'indemnité de départ des Forces canadiennes
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 7c – Radiation de dettes	231 150 564	Ce montant représente le montant total pour 2012-2013	Radiation de dettes pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 5c – Dépenses en capital	106 235 944	45,2	Haut-commissariat du Canada à Londres
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement	88 075 110	4,3	Aménagement, services publics et entretien pour des immeubles appartenant à l'État et des locaux
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5c – Dépenses en capital	60 111 617	11,6	Travaux de réparation d'infrastructures majeures et modernisation des systèmes d'administration de la paye
Anciens Combattants	Crédit 5c – Subventions et contributions	44 823 000	1,7	Soins aux anciens combattants et prestations
Santé	Crédit 10c – Subventions et contributions	38 675 984	2,6	Prestation de services de santé et exécution de programmes de santé par les Premières nations et les Inuits et services de soins infirmiers

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation en tant que pourcentage des autorisations à ce jour	Justification
Agence canadienne de développement international	Crédit 30c – Subventions et contributions	29 021 230	0,9	Santé maternelle et infantile, financement dans le cadre de l'Accord de Copenhague, intervention en cas de crises
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10c – Subventions et contributions	27 410 261	0,4	Programmes d'aide à la gestion des urgences, Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 20c – Dépenses de fonctionnement	22 588 776	3,8	Capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir, et activités d'inspection des aliments dans les établissements de transformation de la viande

Nouveaux crédits et autorisations législatives inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées :

L'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* confère le pouvoir d'engager des dépenses à l'égard de transferts relatifs aux attributions, ou à la responsabilité à l'égard d'un secteur de l'administration publique fédérale, quant aux décrets établis en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*. Conformément à l'article 31.1, les sommes affectées, mais non engagées, liées au transfert d'attributions sont réputées avoir été affectées au ministère auquel les attributions ont été transférées.

Les crédits réputés avoir été affectés au ministère obtenant les attributions sont établis en fonction de la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions. Ces crédits affectés peuvent comprendre des dépenses de fonctionnement, des dépenses de programme, des dépenses en capital, des subventions et contributions ou d'autres crédits, établis selon la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions.

Le calcul des sommes affectées mais non engagées dépend de la nature des attributions transférées. Si le montant total de ces sommes a été établi à temps pour être inclus dans un budget supplémentaire des dépenses, on en tiendra compte dans le rajustement des montants des crédits précédents des ministères touchés. À la fin de l'exercice, les Comptes publics du Canada rendront compte de la disponibilité et de l'utilisation des crédits réputés avoir été affectés.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Structure

Santé – En vertu du décret C.P. 2012-1136, la responsabilité à l'égard du reste des activités de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée a été transférée à Santé, à compter du 30 septembre 2012.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiqués dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Les nouveaux crédits ainsi que les modifications au libellé de crédit sont présentés dans le sommaire du portefeuille de l'organisation. Les numéros de crédits ou (L) pour les postes législatifs sont soulignés pour indiquer une nouvelle autorité et le texte est souligné pour indiquer la modification au libellé de crédit.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

Nouveaux crédits

- Finance (crédits 7c et L17c)
- Ressources humaines et Développement des compétences (crédit 7c)
- Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (crédit 7c)
- Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 6c)

Les organisations suivantes demandent des modifications au libellé de crédits votés :

Modifications au libellé de crédits

- Agence canadienne de développement international (crédit L40c)
- Commission de la fonction publique (crédit 95c)

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Nouvelles autorisations législatives

- Environnement – Conservation de la nature Canada
- Finances – Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8)
- Finances – Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8)
- Ressources humaines et Développement des compétences – Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi conformément à la *Loi d'exécution du budget de 2009*
- Ressources naturelles – Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôtières de la Nouvelle-Écosse

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le budget supplémentaire des dépenses de l'exercice en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives au budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement

L'Accord de Copenhague a mis en place la feuille de route d'un système pour l'après-2012 en matière de changements climatiques. Cet accord comportait un engagement de la part des pays développés de fournir du financement aux pays en voie de développement pour des mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Ce financement appuiera des initiatives ayant comme principaux objectifs les suivants : contribuer à aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques auxquels elles sont confrontées actuellement; augmenter la disponibilité de l'énergie propre dans les pays en développement; améliorer la gestion des ressources forestières et agricoles dans les pays en développement, notamment la protection des forêts denses et des aires protégées.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Affaires étrangères et Commerce international	5 000
Agence canadienne de développement international	171 067
Agence Parcs Canada	1 500
Environnement	24 850
Total	202 417

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Agence canadienne de développement international	95 900
Agence Parcs Canada	1 800
Environnement	21 138
Total	118 838
Total cumulatif pour 2012-2013	321 255

Fonds permettant de réagir rapidement en cas de crises et de désastres majeurs sur la scène internationale

Ce fonds permettra au gouvernement du Canada de réagir promptement à des crises internationales majeures imprévues telles que des catastrophes naturelles, des crises humanitaires ou des conflits. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international coordonne la réaction pangouvernementale aux événements catastrophiques, tandis que l'Agence canadienne de développement international fournit un soutien financier aux diverses activités d'aide alimentaire et humanitaire non alimentaire visant à répondre aux besoins immédiats de personnes et de collectivités en situation de crise.

Affaires étrangères et Commerce international	10 000
Agence canadienne de développement international	50 000
Total	60 000

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 serviront à soutenir une campagne publicitaire, intitulée « Encourager la réclamation des mesures d'allègement fiscal : Période de production des déclarations 2012 ».

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Affaires étrangères et Commerce international	5 000
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	250
Citoyenneté et Immigration	5 500
Finances	16 000
Patrimoine canadien	1 250
Ressources humaines et Développement des compétences	13 000
Ressources naturelles	5 000
Santé	5 000
Total	51 000

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Patrimoine canadien	200
Ressources naturelles	4 000
Total	4 200

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Agence du revenu du Canada	1 400
Total cumulatif pour 2012-2013	56 600

Financement pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche, annoncé dans le budget fédéral de 2007, a pour but de créer un moyen plus efficace et efficient de cerner les possibilités de recherche et de commercialisation dans les domaines où le Canada a ce qu'il faut pour être un chef de file mondial, et d'améliorer la façon dont le gouvernement appuie les centres d'excellence de calibre mondial. Le Programme permet de sélectionner des organismes au moyen d'un processus concurrentiel fondé sur la probabilité qu'ils commercialisent les technologies qu'ils mettent au point et qu'ils parviennent à la viabilité financière. Les fonds serviront à verser des paiements aux bénéficiaires retenus dans le cadre de la quatrième ronde du concours, qui s'est achevée en novembre 2012. Le Programme est administré par le Secrétariat des Réseaux de centres d'excellence, qui se trouve au Centre de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	891
--	-----

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Conseil de recherches en sciences humaines	6 912
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	7 795
Instituts de recherche en santé du Canada	14 270
Total	28 977
Total cumulatif pour 2012-2013	29 868

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral

Le Projet de modernisation de la paye vise à remplacer le système de paye vieux de 40 ans par une technologie commerciale clés en main, ainsi qu'à simplifier et à moderniser les processus opérationnels des 108 ministères et organismes qui utilisent le système de paye de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Services partagés Canada	2 470
Travaux publics et Services gouvernementaux	23 199
Total	25 669

Fonds pour continuer à renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir

Ce fonds permettra aux organismes participants, soit l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada, de poursuivre la mise en œuvre du plan du gouvernement du Canada visant à minimiser les risques de maladies d'origine alimentaire et à améliorer la capacité de réagir rapidement à une situation d'éclosion menaçant la salubrité des aliments. Les principaux éléments de l'initiative sont les suivants : le maintien en poste d'inspecteurs qui effectuent des analyses en vue de détecter la présence de la bactérie listeria dans les établissements de transformation de produits de viande prêts-à-manger; une formation accrue pour les inspecteurs de viandes; la mise à niveau des outils dont se servent les inspecteurs, comme les ordinateurs portatifs; une amélioration des méthodes de détection de la bactérie listeria et une capacité accrue d'évaluation des risques pour la santé; un renforcement de la capacité de surveillance et de détection des éclosions; une coordination accrue entre les organismes; la mise à jour du portail Web sur la salubrité des aliments qui informe les Canadiens des problèmes en matière de salubrité des aliments.

Agence canadienne d'inspection des aliments	13 123
Agence de la santé publique du Canada	5 664
Santé	3 291
Total	22 078

Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration

Le Canada et les États Unis ont pris l'engagement de partager des renseignements dans le but d'améliorer la procédure d'immigration et de détermination du statut de réfugié, d'établir plus efficacement l'identité des étrangers et de procéder le plus tôt possible à des vérifications. Pour ce faire, des systèmes seront mis en place en vue d'automatiser dans toute la mesure du possible l'échange d'information tout en garantissant un niveau élevé de protection des renseignements personnels.

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Agence des services frontaliers du Canada	7 249
Citoyenneté et Immigration	7 333
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	404
Gendarmerie royale du Canada	943
Total	15 929

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Services partagés Canada	74
Total cumulatif pour 2012-2013	16 003

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce

Dans le cadre du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique, l'Initiative du guichet unique a été désignée comme une priorité conjointe qui facilitera les échanges et harmonisera les approches en matière de réglementation. L'Initiative fera en sorte de réduire considérablement les tracasseries administratives en permettant aux importateurs commerciaux de fournir tous les renseignements requis sur les importations à l'Agence des services frontaliers du Canada par voie électronique et au moyen d'un guichet unique. L'Agence des services frontaliers du Canada transmettra ensuite les renseignements aux ministères qui réglementent les biens importés.

Affaires étrangères et Commerce international	350
Agence canadienne d'inspection des aliments	810
Agence de la santé publique du Canada	307
Agence des services frontaliers du Canada	3 252
Commission canadienne de sûreté nucléaire	446
Pêches et Océans	269
Ressources naturelles	707
Santé	1 898
Transports	660
Total	8 699

Financement pour le développement du parc urbain national de la Rouge

Ce fonds appuiera la création du premier parc urbain national du Canada. Situé dans la région du Grand Toronto, le parc urbain national de la Rouge sera facilement accessible pour environ 20 p. 100 de la population du Canada et englobera des terres s'étendant du lac Ontario jusqu'à la moraine d'Oak Ridges. Ce parc sera unique en son genre au Canada, car il sera le seul parc fédéral à intégrer l'utilisation de terres agricoles aux activités conventionnelles associées aux parcs.

Agence Parcs Canada	2 135
Transports	577
Total	2 712

Tableaux sommaires

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans les budgets des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et autorisations législatives.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	2 715 147 002	18 607 378	2 733 754 380
Corporation commerciale canadienne.....	15 481 540	.....	15 481 540
Agence canadienne de développement international.....	3 614 309 166	3 058 452	3 617 367 618
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	500 000	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international	241 646 094	.....	241 646 094
Commission mixte internationale (section canadienne).....	7 059 519	271 559	7 331 078
Commission de la capitale nationale	126 533 318	215 438	126 748 756
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	8 425 506 378	10 584 708	8 436 091 086
Commission canadienne des affaires polaires	1 339 741	.....	1 339 741
Institut de la statistique des Premières nations	5 000 000	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	15 069 542	19 593	15 089 135
Greffe du Tribunal des revendications particulières.....	2 979 298	1 531	2 980 829
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	311 726 505	754 592	312 481 097
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	327 011 214	1 351 616	328 362 830
Société d'expansion du Cap-Breton.....	60 667 000	.....	60 667 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 623 269 484	34 908 466	4 658 177 950
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	2 830 445 087	14 559 125	2 845 004 212
Commission canadienne du lait	3 935 119	98 608	4 033 727
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	757 449 501	12 653 799	770 103 300
Commission canadienne des grains	32 248 237	3 596	32 251 833
ANCIENS COMBATTANTS			
Ministère	3 598 644 355	6 680 470	3 605 324 825
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	11 792 284	345 708	12 137 992
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	1 585 171 478	9 792 909	1 594 964 387
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	150 993 495	1 160 855	152 154 350
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	4 997 078 129	(738 977 652)	4 258 100 477
École de la fonction publique du Canada	101 604 776	3 666 450	105 271 226
Commissariat au lobbying	4 837 954	64 717	4 902 671
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 972 722	115 922	6 088 644
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	138 884 346	2 387 069	141 271 415
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	6 993 672	44 809	7 038 481
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 579 517	547 627	32 127 144
Directeur général des élections	137 896 192	261 576	138 157 768
Commissariat aux langues officielles	21 598 221	214 391	21 812 612
Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	1 114 922	.....	1 114 922
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	2 813 125	219 852	3 032 977
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	20 055 627 552	43 191 277	20 098 818 829
Comité des griefs des Forces canadiennes.....	6 975 086	42 200	7 017 286
Centre de la sécurité des télécommunications	427 443 788	8 650 848	436 094 636
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	8 749 393	40 295	8 789 688
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 203 122	32 881	2 236 003
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	196 610 640	890 562	197 501 202
ENVIRONNEMENT			
Ministère	1 052 933 677	13 613 566	1 066 547 243
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	31 188 272	.....	31 188 272
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 454 929	200 927	5 655 856
Agence Parcs Canada.....	749 129 989	18 151 001	767 280 990

	Dépenses budgétaires			Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)				
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(21 446 396)	46 606 879	.....	2 758 914 863	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	15 481 540	.....	.....	.....	.....
21 384 230	5 435 066	.....	3 644 186 914	83 307 441	1	12 491 370	95 798 812
.....	.....	.....	500 000	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
.....	.....	.....	241 646 094	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	7 331 078	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	126 748 756	.....	.....	.....	.....
(402 720)	2	.....	8 435 688 368	78 603 000	.....	.....	78 603 000
.....	.....	.....	1 339 741	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 000 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	15 089 135	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 980 829	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	312 481 097	.....	.....	.....	.....
841 056	1	.....	329 203 887	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	60 667 000	.....	.....	.....	.....
3 338 515	1	.....	4 661 516 466	.....	.....	.....	.....
3 264 000	2	(2 500 000)	2 845 768 214	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 033 727	.....	.....	.....	.....
(2 646 360)	22 841 150	.....	790 298 090	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	32 251 833	.....	.....	.....	.....
.....	44 755 000	.....	3 650 079 825	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	12 137 992	.....	.....	.....	.....
685 784	2	.....	1 595 650 173	1	.....	.....	1
.....	.....	.....	152 154 350	.....	.....	.....	.....
74 805	10 655 590	.....	4 268 830 872	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	105 271 226	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 902 671	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	6 088 644	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	141 271 415	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	7 038 482	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	32 127 144	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	138 157 768	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	21 812 612	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 114 922	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 032 977	.....	.....	.....	.....
(3 265 540)	911 881 638	.....	21 007 434 927	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	7 017 286	.....	.....	.....	.....
.....	1 942 475	.....	438 037 111	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	8 789 688	.....	.....	.....	.....
.....	290 000	.....	2 526 003	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	197 501 202	.....	.....	.....	.....
(15 073 596)	22 444 693	24 029 852	1 097 948 192	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	31 188 272	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 655 856	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	767 280 990	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
FINANCES			
Ministère	85 643 484 295	1 156 584	85 644 640 879
Vérificateur général	88 081 664	3 039 695	91 121 359
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	11 695 086	179 136	11 874 222
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	56 129 833	290 980	56 420 813
Bureau du surintendant des institutions financières.....	909 369	.....	909 369
PPP Canada Inc.....	287 700 000	.....	287 700 000
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	20 633 566	86 103	20 719 669
INDUSTRIE			
Ministère	1 526 714 929	14 725 254	1 541 440 183
Agence spatiale canadienne	382 535 230	3 406 322	385 941 552
Commission canadienne du tourisme	72 032 802	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur	3 258 770	.....	3 258 770
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	262 567 000	154 512	262 721 512
Conseil national de recherches du Canada.....	859 914 793	18 900 367	878 815 160
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 075 188 256	3 694 855	1 078 883 111
Greffé du Tribunal de la concurrence	2 433 995	11 916	2 445 911
Conseil de recherches en sciences humaines.....	690 983 233	1 708 124	692 691 357
Conseil canadien des normes.....	9 729 000	532 247	10 261 247
Statistique Canada.....	492 365 014	22 876 271	515 241 285
JUSTICE			
Ministère	744 573 163	10 977 030	755 550 193
Commission canadienne des droits de la personne.....	24 109 811	660 958	24 770 769
Tribunal canadien des droits de la personne.....	4 709 631	77 297	4 786 928
Commissaire à la magistrature fédérale.....	485 397 652	60 149	485 457 801
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	70 316 205	562 521	70 878 726
Bureau du directeur des poursuites pénales	181 955 776	2 030 622	183 986 398
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	37 691 947	812 576	38 504 523
Cour suprême du Canada.....	30 750 115	346 685	31 096 800
PARLEMENT			
Sénat.....	92 215 846	.....	92 215 846
Chambre des communes	447 521 147	.....	447 521 147
Bibliothèque du Parlement.....	43 516 056	.....	43 516 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	7 132 288	.....	7 132 288
Conseiller sénatorial en éthique	807 297	.....	807 297
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	1 261 070 340	2 836 529	1 263 906 869
Conseil des Arts du Canada	181 367 817	.....	181 367 817
Société Radio-Canada.....	1 106 519 060	.....	1 106 519 060
Musée canadien des droits de la personne	56 700 000	135 049	56 835 049
Musée canadien des civilisations.....	62 453 730	434 879	62 888 609
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	9 950 000	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature.....	33 134 904	804 070	33 938 974
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	16 246 826	727 535	16 974 361
Bibliothèque et Archives du Canada.....	119 405 153	3 421 767	122 826 920
Société du Centre national des Arts.....	35 631 174	.....	35 631 174
Commission des champs de bataille nationaux	9 601 789	.....	9 601 789
Office national du film.....	69 528 105	223 455	69 751 560
Musée des beaux-arts du Canada.....	48 206 120	460 637	48 666 757
Musée national des sciences et de la technologie	28 946 341	1 591 254	30 537 595
Commission de la fonction publique	99 663 233	1 742 907	101 406 140
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	14 353 005	77 096	14 430 101
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	5 665 557	79 163	5 744 720
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 916 280	.....	1 916 280
Téléfilm Canada.....	105 667 144	.....	105 667 144
PÊCHES ET OCÉANS	1 878 405 472	27 161 379	1 905 566 851

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	1	(525 267 000)	85 119 373 880	20 610 642	1	60 278 000	80 888 643	
.....	.....	.....	91 121 359	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	11 874 222	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	56 420 813	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	909 369	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	287 700 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	20 719 669	.....	.....	.....	.....
(74 805)	1	(33 500 000)	1 507 865 379	800 000	.....	.....	800 000
.....	.....	.....	385 941 552	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	72 032 802	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 258 770	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	262 721 512	.....	.....	.....	.....
430 000	3	.....	879 245 163	.....	.....	.....	.....
(7 068 522)	7 795 000	.....	1 079 609 589	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 445 911	.....	.....	.....	.....
(482 218)	6 911 805	.....	699 120 944	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	10 261 247	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	515 241 285	.....	.....	.....	.....
(583 333)	1 332 000	.....	756 298 860	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	24 770 769	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 786 928	.....	.....	.....	.....
500 000	1	.....	485 957 802	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	70 878 726	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	183 986 398	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	38 504 523	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	31 096 800	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	92 215 846	.....	.....	.....	.....
.....	15 501 342	.....	463 022 489	.....	.....	.....	.....
.....	950 000	.....	44 466 056	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	7 132 288	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	807 297	.....	.....	.....	.....
925 000	489 233	.....	1 265 321 102	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	181 367 817	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 106 519 060	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	56 835 049	.....	.....	.....	.....
.....	906 652	.....	63 795 261	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9 950 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	33 938 974	.....	.....	.....	.....
100 000	1	.....	17 074 362	.....	.....	.....	.....
402 010	1	.....	123 228 931	.....	.....	.....	.....
75 000	1	.....	35 706 175	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9 601 789	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	69 751 560	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	48 666 757	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	30 537 595	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	101 406 141	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	14 430 101	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 744 720	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 916 280	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	105 667 144	.....	.....	.....	.....
(320 437)	3	.....	1 905 246 417	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	47 794 321 067	4 361 693	47 798 682 760
Conseil canadien des relations industrielles	13 557 292	103 112	13 660 404
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 139 812 000	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	2 153 477	.....	2 153 477
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	5 126 465	657 163	5 783 628
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	30 135 267	77 659	30 212 926
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	2 853 425 989	19 913 403	2 873 339 392
Énergie atomique du Canada limitée	619 860 095	.....	619 860 095
Commission canadienne de sûreté nucléaire	134 182 097	128 140	134 310 237
Office national de l'énergie	68 213 716	4 740 493	72 954 209
Administration du pipe-line du Nord.....	3 285 470	.....	3 285 470
SANTÉ			
Ministère	3 707 610 225	21 226 608	3 728 836 833
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	11 036 852	.....	11 036 852
Instituts de recherche en santé du Canada	986 671 639	513 281	987 184 920
Agence canadienne de développement économique du Nord	54 786 886	30 562	54 817 448
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 692 065	97 099	4 789 164
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	12 216 319	.....	12 216 319
Agence de la santé publique du Canada	631 789 049	7 109 912	638 898 961
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	629 801 581	1 562 858	631 364 439
Agence des services frontaliers du Canada.....	2 049 149 320	10 984 790	2 060 134 110
Service canadien du renseignement de sécurité.....	531 450 018	2 697 721	534 147 739
Service correctionnel du Canada	3 182 844 919	23 970 832	3 206 815 751
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	53 545 093	960 350	54 505 443
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	4 750 020	.....	4 750 020
Gendarmerie royale du Canada.....	2 983 269 195	274 907 817	3 258 177 012
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	1 710 071	12 216	1 722 287
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	8 283 074	176 297	8 459 371
TRANSPORTS			
Ministère	2 106 229 494	14 935 356	2 121 164 850
Société canadienne des postes	22 210 000	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	576 397 810	.....	576 397 810
Office des transports du Canada	28 683 428	229 082	28 912 510
La Société des ponts fédéraux Limitée	26 224 693	.....	26 224 693
Marine Atlantique S.C.C.	185 376 000	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 312 166 579	36 674	5 312 203 253
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	182 933 000	.....	182 933 000
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 411 776	.....	1 411 776
VIA Rail Canada Inc.....	475 651 000	.....	475 651 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Ministère	2 669 887 236	12 758 308	2 682 645 544
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	25 173 000	.....	25 173 000
Services partagés Canada.....	1 562 612 008	3 395 929	1 566 007 937
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses .....	.....	.....	.....
Compte des opérations de l'assurance-emploi.....	19 618 314 602	.....	19 618 314 602
Total	257 563 051 087	.....	257 563 051 087

Nota :

Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

La colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » n'inclut pas les affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) parce qu'elles seront attribuées une fois que la sanction royale à l'octroi des crédits aura été reçue pour le présent budget supplémentaire des dépenses. La liste des affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) est disponible sur le site du Secrétariat du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-fra.asp>).

	Dépenses budgétaires			Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)				
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(122 248)	232 140 564	788 517 068	48 819 218 144	809 592 184	.....	62 539 099	872 131 283
.....	.....	.....	13 660 404	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 139 812 000	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)
.....	.....	.....	2 153 477	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 783 628	.....	.....	.....	.....
83 333	1	.....	30 296 260	.....	.....	.....	.....
600 000	1	(332 907 408)	2 541 031 985	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	619 860 095	.....	.....	.....	.....
(119 360)	445 910	.....	134 636 787	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	72 954 209	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 285 470	.....	.....	.....	.....
1 524 238	48 917 931	.....	3 779 279 002	.....	.....	.....	.....
(1 172 588)	.....	.....	9 864 264	.....	.....	.....	.....
8 007 963	12 870 000	.....	1 008 062 883	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	54 817 448	.....	.....	.....	.....
.....	20 000	.....	4 809 164	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	12 216 319	.....	.....	.....	.....
(673 963)	1	.....	638 224 999	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	631 364 439	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	2 060 134 111	.....	.....	.....	.....
550 000	1	.....	534 697 740	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 206 815 751	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	54 505 443	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 750 020	.....	.....	.....	.....
3 410 411	268 905	.....	3 261 856 328	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 722 287	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	8 459 371	.....	.....	.....	.....
1 440 000	1	.....	2 122 604 851	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	22 210 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	576 397 810	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	28 912 510	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	26 224 693	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	185 376 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 312 203 253	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	182 933 000	.....	.....	.....	.....
250 000	1	.....	1 661 777	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	475 651 000	.....	.....	.....	.....
(1 715 634)	149 902 362	.....	2 830 832 272	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	25 173 000	.....	.....	.....	.....
7 281 375	2	.....	1 573 289 314	.....	.....	.....	.....
.....	
.....	.....	.....	19 618 314 602	.....	.....	.....	.....
.....	1 545 304 226	(81 627 488)	259 026 727 825	(1 922 482 732)	2	135 308 469	(1 787 174 261)	

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses
Budget supplémentaire des dépenses (A).....
Budget supplémentaire des dépenses (B).....

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Nota : Le montant du budget principal des dépenses comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires		
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
92 537 280 416	159 948 094 483	252 485 374 899	79 403 004	(2 001 885 738)	(1 922 482 734)
2 105 359 835	155 323 964	2 260 683 799	.....	.....	.....
2 462 500 413	354 491 976	2 816 992 389	2	.....	2
97 105 140 664	160 457 910 423	257 563 051 087	79 403 006	(2 001 885 738)	(1 922 482 732)
1 545 304 226	(81 627 488)	1 463 676 738	2	135 308 469	135 308 471
98 650 444 890	160 376 282 935	259 026 727 825	79 403 008	(1 866 577 269)	(1 787 174 261)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et le rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 418 964 339	(48 525 462)	1	1 370 438 878
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	234 994 448	59 629 066	46 606 878	341 230 392

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011	855 476 510	(32 550 000)	.....	822 926 510
15b Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera	72 668 001	.....	.....	72 668 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 590 495	.....	.....	83 590 495
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8))	67 653 555	.....	.....	67 653 555
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires	2 733 754 380	(21 446 396)	46 606 879	2 758 914 863
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	.....	.....	15 481 540
Total des dépenses budgétaires	15 481 540	.....	.....	15 481 540

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence canadienne de développement international				
25c	Dépenses de fonctionnement et autorisation :			
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;			
	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :			
	(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....			
	197 312 416	(2 201 934)	.....	195 110 482
30c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	3 121 856 880	23 586 164	5 435 066	3 150 878 110
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	24 962 636	.....	.....	24 962 636
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paieement aux institutions financières internationales – Encaissement de billets			
	248 654 000	.....	.....	248 654 000
(L)	En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, d'un montant ne devant pas dépasser 24 504 170 \$			
	24 504 170	.....	.....	24 504 170
	3 617 367 618	21 384 230	5 435 066	3 644 186 914

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33).....	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses budgétaires	500 000	.....	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international				
45b Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	241 646 094	.....	.....	241 646 094
Total des dépenses budgétaires	241 646 094	.....	.....	241 646 094
Commission mixte internationale (section canadienne)				
50 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	6 699 393	.....	.....	6 699 393
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 685	.....	.....	631 685
Total des dépenses budgétaires	7 331 078	.....	.....	7 331 078
Commission de la capitale nationale				
55b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	81 458 755	.....	.....	81 458 755
60b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	45 290 001	.....	.....	45 290 001
Total des dépenses budgétaires	126 748 756	.....	.....	126 748 756

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence canadienne de développement international				
L35b Agence canadienne de développement international, crédit L35, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, pour l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables ne doit pas dépasser 246 114 000 \$ à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013.....	2	.....	.....	2
L40c Agence canadienne de développement international, crédit L40, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 94 663 000 \$US, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 95 798 807 \$CAN.....	2	.....	1	3
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital....	83 307 437	.....	12 491 370	95 798 807
Total des autorisations non budgétaires.....	83 307 441	.....	12 491 371	95 798 812
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33).....	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
Total des autorisations non budgétaires.....	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square*.....	.....	107 528	.....	107 528
Fonds permettant de réagir rapidement en cas de crises et de désastres majeurs sur la scène internationale (<i>poste horizontale</i>) ....	.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontale</i>).....	350	.....	.....	350
Païement au gouvernement de l'Ontario pour sa part du règlement négocié versé au gouvernement du Canada dans le cadre de la demande Gallo c. le Canada.....	224	.....	.....	224
Montant brut des crédits à adopter	574	107 528	10 000	118 102
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	574	1 386	10 000	11 960
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	59 536	.....	59 536
Total des fonds disponibles	574	60 922	10 000	71 496
Total des crédits à adopter	.....	46 606	.....	46 606
Transferts				
Transfert de 150 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1), de 114 360 \$ de l'Administration canadienne de la sûreté nucléaire (crédit 20) et de 93 224 \$ de Citoyenneté et Immigration (crédit 1) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	264	93	.....	357
Réaffectation des ressources à l'interne (45 685 842 \$ du crédit 1 et 13 850 000 \$ du crédit 10) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(45 686)	59 536	(13 850)	.....
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(181)	.....	.....	(181)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	(400)	.....	.....	(400)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, à Citoyenneté et Immigration et à Santé – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(2 523)	.....	.....	(2 523)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour les engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement .....	.....	.....	(5 000)	(5 000)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour financer le Diamond Jubilee Trust qui appuie des projets visant à améliorer la qualité de vie et les possibilités des habitants des pays du Commonwealth afin de fournir un héritage impérisable pour Sa Majesté la Reine .....	.....	.....	(13 700)	(13 700)
Total des transferts	(48 526)	59 629	(32 550)	(21 447)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(48 526)	106 235	(32 550)	25 159

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 55 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor (www.tbs-sct.gc.ca/ems-sdg/index-fra.asp).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 574 338 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds du Programme du plateau continental étendu du Canada.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 60 921 413 \$ sont disponibles : 1 385 571 \$ des fonds autorisés sont disponibles à même le crédit en tant qu'une source de financement pour le remboursement d'un prêt en vue du déménagement de la chancellerie à Moscou; 45 685 842 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (31 272 234 \$), le remboursement de gains en devises étrangères réalisés dans les missions à l'étranger (11 120 401 \$), le remboursement de fonds de publicité (3 000 000 \$), le report des fonds du Programme du plateau continental étendu du Canada (225 207 \$) et afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé (68 000 \$); et 13 850 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 10 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité.....	10 000 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	10 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	32 550 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(32 550 000)	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour des subventions supplémentaires visant à financer des initiatives liées à la protection de l'enfance, ainsi qu'à la santé maternelle, infantile et des nouveau-nés .....	.....	100 000	100 000
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>).....	.....	95 900	95 900
Fonds permettant de réagir rapidement en cas de crises et de désastres majeurs sur la scène internationale (<i>poste horizontal</i>).....	.....	50 000	50 000
Montant brut des crédits à adopter	.....	245 900	245 900
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	238 263	238 263
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	2 202	2 202
Total des fonds disponibles	.....	240 465	240 465
Total des crédits à adopter	.....	5 435	5 435
Transferts			
Transferts de 13 700 000 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 10) – Pour financer le Diamond Jubilee Trust qui appuie des projets visant à améliorer la qualité de vie et les possibilités des habitants des pays du Commonwealth afin de fournir un héritage impérisable pour Sa Majesté la Reine. ....	.....	13 700	13 700
Transfert de 5 000 000 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 10) et de 1 190 000 \$ d'Environnement (crédit 10) – Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement.....	.....	6 190	6 190
Transfert de 1 494 230 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	.....	1 494	1 494
Réaffectation des ressources à l'interne (2 201 934 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(2 202)	2 202	.....
Total des transferts	(2 202)	23 586	21 384
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 202)	29 021	26 819

Explication du besoin – Dépenses non budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit L40	Total
Agence canadienne de développement international, crédit L40, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 94 663 000 \$US, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 95 798 807 \$SCAN
Crédits législatifs		
Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital.....		12 491
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 491

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 240 464 934 \$ sont disponibles : 238 263 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (138 263 000 \$) et en raison de la conversion de contributions en subventions pour l'aide internationale (100 000 000 \$); et 2 201 934 \$ sont disponibles du crédit 25 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (2 133 934 \$) et afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé (68 000 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	180 200 000	.....
Subventions pour la programmation des partenariats avec les Canadiens : Subventions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement.....	3 231 000	.....
Montant total brut des subventions	183 431 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour la programmation multilatérale : Contributions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	82 359 000	.....
Contributions pour la programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	1 494 230	.....
Montant total brut des contributions	83 853 230	.....
Montant total brut des paiements de transfert	267 284 230	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>238 263 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	29 021 230	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	<i>a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice;</i>			
	<i>b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i>			
	<i>c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;</i>			
	<i>d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</i>			
	<i>e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</i>			
	1 464 755 098	(26 122 980)	1	1 438 632 119
5c	Dépenses en capital et :			
	<i>a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i>			
	<i>b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....</i>			
	22 973 226	(1 690 000)	.....	21 283 226
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	6 783 667 630	27 410 260	1	6 811 077 891
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	65 048 793	.....	.....	65 048 793

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	75 576 322	.....	.....	75 576 322
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	2 590 501	.....	.....	2 590 501
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	8 436 091 086	(402 720)	2	8 435 688 368
Commission canadienne des affaires polaires				
25b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budgets des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1 262 944	.....	.....	1 262 944
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	76 797	.....	.....	76 797
Total des dépenses budgétaires	1 339 741	.....	.....	1 339 741
Institut de la statistique des Premières nations				
30 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total des dépenses budgétaires	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
35 Dépenses du Programme.....	14 825 135	.....	.....	14 825 135
45 .....	.....	.....	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	264 000	.....	.....	264 000
Total des dépenses budgétaires	15 089 135	.....	.....	15 089 135
Greffe du Tribunal des revendications particulières				
40 Dépenses du Programme.....	2 778 603	.....	.....	2 778 603
50 .....	.....	.....	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	202 226	.....	.....	202 226
Total des dépenses budgétaires	2 980 829	.....	.....	2 980 829

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L20 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	31 200 000	.....	.....	31 200 000
Total des autorisations non budgétaires.....	78 603 000	.....	.....	78 603 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les coûts encourus dans les réserves par des organisations de gestion des urgences provinciales/territoriales ou autres dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences .....	.....	.....	20 580	20 580
Fonds pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain pour réduire les obstacles à la participation économique des Autochtones en milieu urbain	3 117	.....	9 611	12 728
Fonds pour les coûts liés à l'autonomie gouvernementale du gouvernement du Nunatsiavut .....	.....	.....	2 157	2 157
Fonds afin de fournir des services essentiels aux particuliers dans le cadre des programmes d'aide au revenu et d'aide à la vie autonome, sur les réserves* .....	.....	.....	1 400	1 400
Montant brut des crédits à adopter	3 117	.....	33 748	36 865
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3 117	.....	6 865	9 982
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	26 883	26 883
Total des fonds disponibles	3 117	.....	33 748	36 865
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de 760 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour aider à l'assainissement de sites contaminés admissibles constituant une priorité de grande importance au Manitoba, conformément au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux	760	.....	.....	760
Transfert de 450 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour payer les coûts liés à l'accès, à la surveillance et à l'entretien de l'ancien Camp Ipperwash .....	.....	.....	450	450
Transfert de 77 280 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour payer les coûts relatifs aux services du Programme des munitions explosives non explosées pour la bande indienne d'Okanagan .....	.....	.....	77	77
Réaffectation des ressources à l'interne (26 882 980 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(26 883)	.....	26 883	.....
Transfert à Transports – Pour le transfert de la gestion, de transports d'un bien immobilier fédéral excédentaire aux fins du règlement de la revendication territoriale globale des Algonquins de l'Ontario .....	.....	(1 690)	.....	(1 690)
Total des transferts	(26 123)	(1 690)	27 410	(403)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(26 123)	(1 690)	27 410	(403)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

*Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été accordés en vue de financer ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor (www.tbs-sct.gc.ca/ems-sdg/index-fra.asp).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 117 020 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds relativement au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 33 747 723 \$ sont disponibles : 6 864 743 \$ à même le crédit en raison du report des fonds relativement aux subventions accordées à la Saskatchewan Association of Rural Municipalities et à la province de la Saskatchewan, ministère de l'Éducation, pour compenser les pertes à l'égard de l'assiette fiscale découlant du règlement de revendications relatives aux droits fonciers issus d'un traité causé par des délais dans la conversion de terres en réserves (3 400 000 \$); à des accords de règlement sur les droits fonciers issus de traités du Manitoba (1 792 860 \$); du Plan d'action visant à améliorer les régimes de réglementation dans le Nord (271 883 \$); et en raison du réalignement des contributions en subventions pour les programmes d'aide au revenu et d'aide à la vie autonome, sur les réserves (1 400 000 \$); et 26 882 980 \$ du crédit 1 en raison du report des fonds relativement au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	2 156 646	.....
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	1 400 000	.....
Montant total brut des subventions	3 556 646	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	20 579 525	.....
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	9 611 552	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	450 000	.....
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions ...	77 280	.....
Montant total brut des contributions	30 718 357	.....
Montant total brut des paiements de transfert	34 275 003	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>6 864 743</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	27 410 260	.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	79 702 341	.....	.....	79 702 341
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	240 751 243	841 056	1	241 592 300
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 907 246	.....	.....	7 907 246
(L)	Ministre associé de la Défense nationale et ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	328 362 830	841 056	1	329 203 887
Société d'expansion du Cap-Breton					
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	60 667 000	.....	.....	60 667 000
	Total des dépenses budgétaires	60 667 000	.....	.....	60 667 000

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 5
Transfert de 400 000 \$ d’Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour appuyer le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine.....	400
Transfert de 274 033 \$ de Pêches et Océans (crédit 1) – Pour appuyer le projet du Centre de la science du homard du Collège vétérinaire de l’Atlantique.....	274
Transfert de 167 023 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1) – Pour financer les réparations apportées au canal Whitehead dans la municipalité du district de Guysborough (Nouvelle-Écosse).....	167
Présent budget supplémentaire des dépenses	841

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises.....	400 000	.....
Contributions pour le Fonds d’innovation de l’Atlantique.....	274 033	.....
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices.....	167 023	.....
Montant total brut des contributions	841 056	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1c Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	3 398 458 629	3 338 515	1	3 401 797 145
5 Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	83 432 650	.....	.....	83 432 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	456 439 895	.....	.....	456 439 895
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements aux provinces en vertu de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	280 000 000	.....	.....	280 000 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	233 000 000	.....	.....	233 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	206 769 260	.....	.....	206 769 260
Total des dépenses budgétaires	4 658 177 950	3 338 515	1	4 661 516 466

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 220 350 585 \$ au crédit 1 et un montant de 27 966 963 \$ au crédit 5 qui ont été votés en 2011-2012 et qui seront dépensés en 2012-2013.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 400
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 400
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de 7 600 000 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1) – Remboursement en raison d'une diminution des besoins en matière de locaux	7 600
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(4 261)
Total des transferts	3 339
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 339

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution du montant consacré à une précédente campagne publicitaire.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses				
	721 432 369	447 700	1	721 880 070	
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses				
	32 065 655	2 816 300	1	34 881 956	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	632 128 947	.....	.....	632 128 947
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	75 462 212	.....	.....	75 462 212
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile				
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité				
	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection				
	410 000 000	.....	.....	410 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement				
	131 400 000	.....	.....	131 400 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance				
	110 870 000	.....	.....	110 870 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)				
	94 000 000	.....	.....	94 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité				
	90 000 000	.....	.....	90 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement				
	29 000 000	.....	.....	29 000 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>				
	13 111 013	.....	.....	13 111 013
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association				
	5 000 000	.....	(2 500 000)	2 500 000
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine				
	404 500	.....	.....	404 500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)				
	100 000	.....	.....	100 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel				
	(48 000)	.....	.....	(48 000)
	Total des dépenses budgétaires	2 845 004 212	3 264 000	(2 499 998)	2 845 768 214

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission canadienne du lait					
15	Dépenses du Programme.....	4 033 727	.....	.....	4 033 727
	Total des dépenses budgétaires	4 033 727	.....	.....	4 033 727
Agence canadienne d'inspection des aliments					
20c	Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	594 158 686	19 940	22 568 836	616 747 462
25c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	41 859 107	(2 666 300)	272 314	39 465 121
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 424 507	.....	.....	79 424 507
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 161 000	.....	.....	53 161 000
(L)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
	Total des dépenses budgétaires	770 103 300	(2 646 360)	22 841 150	790 298 090
Commission canadienne des grains					
30a	Dépenses du Programme.....	31 629 611	.....	.....	31 629 611
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	.....	.....	622 222
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	32 251 833	.....	.....	32 251 833

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Législatif	Total
Rajustement de la subvention au Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association en raison de modifications apportées à la stratégie de développement des marchés .....	.....	.....	(2 500)	(2 500)
Transferts				
Transfert de 83 700 \$ de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (crédit 20) et de 2 816 300 \$ de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (crédit 25) – Rajustement au financement déjà fourni pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonositaires.....	84	2 816	.....	2 900
Transfert de 364 000 \$ de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (crédit 20) – Rajustement au financement déjà fourni pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments).....	364	.....	.....	364
Total des transferts	448	2 816	.....	3 264
Présent budget supplémentaire des dépenses	448	2 816	(2 500)	764

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	(2 500 000)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour continuer à renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	12 934	189	13 123
Fonds pour maintenir la fréquence accrue des activités d'inspection des aliments dans les établissements de transformation de la viande	10 707	83	10 790
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	810	.....	810
Fonds destinés à une révision de la législation et à un projet pilote relatif à l'inspection des cargaisons de pommes, d'oignons et pommes de terre provenant des États-Unis (Plan d'action Par-delà la frontière)	132	.....	132
Montant brut des crédits à adopter	24 583	272	24 855
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 014	.....	2 014
Total des crédits à adopter	22 569	272	22 841
Transferts			
Transfert de 467 640 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Rajustement des montants précédemment fourni pour le personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans les missions à l'étranger.....	468	.....	468
Transfert de 150 000 \$ de la Défense nationale – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de technologie et de science afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	150	150
Transfert à Agriculture et Agroalimentaire – Rajustement au financement déjà fourni pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments)	(364)	.....	(364)
Transfert à Agriculture et Agroalimentaire – Rajustement au financement déjà fourni pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonosaires	(84)	(2 816)	(2 900)
Total des transferts	20	(2 666)	(2 646)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 589	(2 394)	20 195

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 2 014 055 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	903 976 401	(68 000)	.....	903 908 401
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	2 660 687 200	68 000	44 755 000	2 705 510 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	40 386 708	.....	.....	40 386 708
(L)	Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants			
	175 000	.....	.....	175 000
(L)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4).....			
	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....			
	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....			
	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	3 605 324 825	44 755 000	3 650 079 825
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
10	Dépenses du Programme.....			
	10 569 343	.....	.....	10 569 343
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	1 568 649	.....	.....	1 568 649
	Total des dépenses budgétaires	12 137 992	.....	12 137 992

ANCIENS COMBATTANTS

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la prestation de soins à domicile aux anciens combattants et les dispensateurs de soins principaux qualifiés, et pour les soins intermédiaires aux anciens combattants dans les établissements communautaires.....	.....	39 112	39 112
Fonds destinés à l'allocation pour perte de revenus et la prestation de retraite supplémentaire.....	.....	5 481	5 481
Financement pour l'allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes.....	.....	130	130
Fonds pour l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	.....	125	125
Fonds pour l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation.....	.....	50	50
Montant brut des crédits à adopter	.....	44 898	44 898
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	75	75
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	68	68
Total des fonds disponibles	.....	143	143
Total des crédits à adopter	.....	44 755	44 755
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (68 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(68)	68	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(68)	44 823	44 755

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 143 000 \$ sont disponibles : 75 000 \$ sont disponible à même le crédit en raison de besoins moindres de pensions d'invalidité; et 68 000 \$ sont disponibles du crédit 1 afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire.....	5 481 000	.....
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	125 000	.....
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes.....	130 000	.....
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation.....	50 000	.....
Montant total brut des subventions	5 786 000	.....
Contributions		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....	39 112 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	44 898 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	<i>75 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>68 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	44 755 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	576 002 217	685 784	1	576 688 002
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	961 603 536	.....	1	961 603 537
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 031 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 442 013 \$	442 013	.....	.....	442 013
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 839 105	.....	.....	56 839 105
(L)	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	1 594 964 387	685 784	2	1 595 650 173
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
10b	Dépenses du Programme.....	135 687 479	.....	.....	135 687 479
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 466 871	.....	.....	16 466 871
	Total des dépenses budgétaires	152 154 350	.....	.....	152 154 350

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non budgétaire).....	1	.....	.....	1
	Total des autorisations non budgétaires	1	.....	.....	1

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'accord Canada-Québec en matière d'immigration.....	.....	1 399	1 399
Fonds destinés à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne.....	.....	643	643
Montant brut des crédits à adopter	.....	2 042	2 042
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	2 042	2 042
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de 409 760 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	410	.....	410
Transfert de 247 000 \$ de Service partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants suite à la création de Service partagés Canada.....	247	.....	247
Transfert de 122 248 \$ de Ressources humaines et Développement des compétences (crédit 1) – Pour les services à l'adoption internationale.....	122	.....	122
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(93)	.....	(93)
Total des transferts	686	.....	686
Présent budget supplémentaire des dépenses	686	.....	686

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 042 257 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds disponibles du Programme d'établissement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention pour l'accord Canada-Québec en matière d'immigration.....	1 399 000	.....
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne.....	643 257	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 042 257	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	2 042 257	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Secrétariat					
1c	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	252 419 064	74 805	1	252 493 870
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	2 093 000	.....	.....	2 093 000
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	10 655 589	10 655 589

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
20 Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 277 219 568	.....	.....	2 277 219 568
25b Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent .....	.....	.....	.....	.....
30a Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	726 134 058	.....	.....	726 134 058
33 Report du budget des dépenses en capital – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits aux fins du report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.....	219 655 751	.....	.....	219 655 751
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 481 520	.....	.....	30 481 520
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)...	20 000	.....	.....	20 000
Total des dépenses budgétaires	4 258 100 477	74 805	10 655 590	4 268 830 872

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
École de la fonction publique du Canada				
40 Dépenses du Programme.....	48 825 643	.....	.....	48 825 643
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 445 583	.....	.....	6 445 583
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total des dépenses budgétaires	105 271 226	.....	.....	105 271 226
Commissariat au lobbying				
45 Dépenses du Programme.....	4 467 405	.....	.....	4 467 405
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	435 266	.....	.....	435 266
Total des dépenses budgétaires	4 902 671	.....	.....	4 902 671
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
50 Dépenses du Programme.....	5 565 572	.....	.....	5 565 572
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	523 072	.....	.....	523 072
Total des dépenses budgétaires	6 088 644	.....	.....	6 088 644

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

	Géré à l'échelle du ministère		Total
	Crédit 1	Crédit 15	
Crédits à adopter			
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux.....	.....	10 656	10 656
Transferts			
Transfert de 74 805 \$ d'Industrie (crédit 1) – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires.....	75	.....	75
Présent budget supplémentaire des dépenses	75	10 656	10 731

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	126 297 100	.....	.....	126 297 100
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 578 036	.....	14 578 036
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	159 731	.....	159 731
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	2 000
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	141 271 415	.....	141 271 415
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5c	Dépenses du Programme.....			
	6 568 114	(57)	.....	6 568 057
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada de dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 57 \$, soit une dette irrécouvrable..			
	.....	57	1	58
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	470 367	.....	470 367
	Total des dépenses budgétaires	7 038 481	.....	7 038 482
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10	Dépenses du Programme.....			
	28 552 224	.....	.....	28 552 224
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 574 920	.....	3 574 920
	Total des dépenses budgétaires	32 127 144	.....	32 127 144

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	31 435 990	.....	.....	31 435 990
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 192 150	.....	.....	5 192 150
(L)	Dépenses d'élections.....	94 361 611	.....	.....	94 361 611
(L)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	6 886 917	.....	.....	6 886 917
(L)	Traitement du Directeur général des élections.....	281 100	.....	.....	281 100
	Total des dépenses budgétaires	138 157 768	.....	.....	138 157 768
Commissariat aux langues officielles					
20	Dépenses du Programme.....	19 562 155	.....	.....	19 562 155
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 250 457	.....	.....	2 250 457
	Total des dépenses budgétaires	21 812 612	.....	.....	21 812 612
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
25	Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	992 250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 672	.....	.....	122 672
	Total des dépenses budgétaires	1 114 922	.....	.....	1 114 922
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
30b	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	2 739 569	.....	.....	2 739 569
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	293 408	.....	.....	293 408
	Total des dépenses budgétaires	3 032 977	.....	.....	3 032 977

CONSEIL PRIVÉ
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 7</u>	<u>Total</u>
Réaffectation des ressources à l'interne (57 \$) – Pour la radiation de dettes dues à la Couronne.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	<p>Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>				
	14 493 092 481	695 313 994	911 881 638	16 100 288 113	
5c	Dépenses en capital.....	3 970 767 411	(648 579 534)	3 322 187 877

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des paiements monétaires ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	265 367 761	(50 000 000)	.....	215 367 761
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	306 931 127	.....	.....	306 931 127
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	1 057 036 145	.....	.....	1 057 036 145
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre associé de la Défense nationale et ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	4 492 604	.....	.....	4 492 604
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	929 668	.....	.....	929 668
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	46 600	.....	.....	46 600
Total des dépenses budgétaires	20 098 818 829	(3 265 540)	911 881 638	21 007 434 927
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 407 257	.....	.....	6 407 257
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	610 029	.....	.....	610 029
Total des dépenses budgétaires	7 017 286	.....	.....	7 017 286
Centre de la sécurité des télécommunications				
20c Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice.....	405 376 916	.....	1 942 475	407 319 391
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	30 717 720	.....	.....	30 717 720
Total des dépenses budgétaires	436 094 636	.....	1 942 475	438 037 111

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
25b Dépenses du Programme.....	8 487 331	.....	.....	8 487 331
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 357	.....	.....	302 357
Total des dépenses budgétaires	8 789 688	.....	.....	8 789 688
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
30c Dépenses du Programme.....	2 101 926	.....	290 000	2 391 926
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 077	.....	.....	134 077
Total des dépenses budgétaires	2 236 003	.....	290 000	2 526 003

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre du règlement approuvé par la Cour fédérale à l'égard du recours collectif Manuge concernant la disposition d'indemnisation de la <i>Loi sur les pensions</i> incluse dans le Régime d'assurance-revenu militaire des Forces canadiennes – Politique sur les prestations d'invalidité de longue durée.....	725 700	.....	.....	725 700
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'investissement en soutien à la Stratégie de défense <i>Le Canada d'abord</i> et pour les paiements tenant lieu d'indemnité de départ versés aux membres des Forces canadiennes.....	438 433	.....	.....	438 433
Fonds en appui à la nouvelle mission de formation du Canada en Afghanistan.....	144 000	.....	.....	144 000
Fonds pour l'acquisition d'équipement spécialisé pour les véhicules militaires, partie intégrante du projet du système de véhicules de soutien moyen.....	.....	49 515	.....	49 515
Fonds consacrés à l'étapes de définition du projet des navires de patrouille extracôtier/de l'Arctique et à la mise en œuvre des projets d'infrastructure des navires de patrouille extracôtiers/de l'Arctique.....	.....	29 867	.....	29 867
Montant brut des crédits à adopter	1 308 133	79 382	.....	1 387 515
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	79 382	.....	79 382
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	396 252	.....	.....	396 252
Total des fonds disponibles	396 252	79 382	.....	475 634
Total des crédits à adopter	911 881	.....	.....	911 881

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de 747 240 \$ du Conseil de recherches en sciences humaines (crédit 95) – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	747	.....	.....	747
Transfert de 52 500 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	53	.....	.....	53
Réaffectation des ressources à l'interne (250 000 000 \$ du crédit 5 et 50 000 000 \$ du crédit 10) – Pour l'abolition des paiements de l'indemnité de départ des Forces canadiennes afin d'harmoniser la rémunération des militaires avec celle de l'ensemble de la fonction publique.....	300 000	(250 000)	(50 000)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (396 251 534 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	396 252	(396 252)	.....	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour payer les coûts relatifs aux services du Programme des munitions explosives non explosées pour la bande indienne d'Okanagan.....	(77)	.....	.....	(77)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(150)	.....	.....	(150)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche en matière de technologies et d'approches innovatrices pour le dépistage, le diagnostic et le traitement des traumatismes cérébraux légers.....	(300)	.....	.....	(300)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour payer les coûts liés à l'accès, à la surveillance et à l'entretien de l'ancien Camp Ipperwash.....	(450)	.....	.....	(450)
Transfert à Ressources naturelles – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	(600)	.....	(600)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour aider à l'assainissement de sites contaminés admissibles constituant une priorité de grande importance au Manitoba, conformément au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux.....	(760)	.....	.....	(760)
Transfert au Service canadien du renseignement de sécurité, à l'Agence de la santé publique du Canada, au Conseil national de recherches du Canada, à la Gendarmerie royale du Canada, à l'Agence canadienne d'inspection des aliments et au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	(1 728)	.....	(1 728)
Total des transferts	695 315	(648 580)	(50 000)	(3 265)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 607 196	(648 580)	(50 000)	908 616

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 396 251 534 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison du transfert des fonds pour les dépenses en capital à l'enveloppe selon la comptabilité d'exercice.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 79 381 892 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du transfert des fonds pour les dépenses en capital à l'enveloppe selon la comptabilité d'exercice (53 748 466 \$) et de la réaffectation des fonds au Centre de la sécurité des télécommunications pour le projet Infrastructure classifiée de gestion de la sécurité (25 633 426 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour le projet Infrastructure classifiée de gestion de la sécurité.....	3 204
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 262
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 942

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 1 262 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour couvrir les coûts d'amélioration visant à répondre aux besoins accrus du programme en matière de locaux	290

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	45 765 691	.....	.....	45 765 691
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	142 147 747	.....	.....	142 147 747
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 085 764	.....	.....	5 085 764
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000	.....	.....	4 500 000
Total des dépenses budgétaires	197 501 202	.....	.....	197 501 202

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 5
Fonds pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du Programme de politique internationale de l'École de politique publique de l'Université de Calgary	1 500
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 500
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retard dans le transfert des fonds destinés au projet du Musée royal de l'Alberta.

<u>Paievements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	1 500 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 500 000	.....
Total des paievements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	765 545 484	(14 043 596)	1 306 693	752 808 581
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral			
	60 794 612	.....	.....	60 794 612

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	151 530 255	(1 030 000)	21 138 000	171 638 255
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 599 376	.....	.....	88 599 376
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Conservation de la nature Canada.....	.....	.....	24 029 852	24 029 852
Total des dépenses budgétaires	1 066 547 243	(15 073 596)	46 474 545	1 097 948 192
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	29 411 331	.....	.....	29 411 331
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 776 941	.....	.....	1 776 941
Total des dépenses budgétaires	31 188 272	.....	.....	31 188 272
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	5 226 268	.....	.....	5 226 268
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	429 588	.....	.....	429 588
Total des dépenses budgétaires	5 655 856	.....	.....	5 655 856

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Agence Parcs Canada					
25c	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	604 017 786	.....	.....	604 017 786
30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 763 204	.....	.....	51 763 204
(L)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
	Total des dépenses budgétaires	767 280 990	.....	.....	767 280 990

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>).....	.....	21 138	21 138
Fonds pour la mise en œuvre d'un système ministériel de gestion financière.....	1 200	.....	1 200
Fonds pour améliorer la qualité de l'eau et la santé de l'écosystème aquatique afin de satisfaire aux obligations du Canada aux termes de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs de 2012.....	512	.....	512
Fonds pour fournir des subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	.....	400	400
Montant brut des crédits à adopter	1 712	21 538	23 250
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	405	400	805
Total des crédits à adopter	1 307	21 138	22 445
Crédits législatifs			
Fonds pour Conservation de la nature Canada pour protéger les terres écosensibles afin de préserver les écosystèmes, les espèces sauvages et leur habitat.....			24 030
Total des rajustements des crédits			46 475
Transferts			
Transfert de 46 404 \$ de Pêches et Océans (crédit 1) – Fonds pour fournir des locaux aux employés de Pêches et Océans logés dans des installations d'Environnement en vue d'appuyer la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	46	.....	46
Réaffectation des ressources à l'interne (360 000 \$) – Pour fournir des subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	(360)	360	.....
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse.....	.....	(200)	(200)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour les engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement.....	.....	(1 190)	(1 190)
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(13 730)	.....	(13 730)
Total des transferts	(14 044)	(1 030)	(15 074)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(12 737)	20 108	31 401

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 405 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds liés au Plan d'action pour l'assainissement de l'eau (337 000 \$) et afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé (68 000 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation de contributions afin de financer une subvention pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	760 000	.....
(L) Conservation de la nature Canada .....	.....	24 029 852
Montant total brut des subventions	760 000	24 029 852
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air	15 000 000	.....
Contributions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	6 138 000	.....
Montant total brut des contributions	21 138 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	21 898 000	24 029 852
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	400 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	1 390 000	.....
Montant net des paiements de transfert	20 108 000	24 029 852

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Financement pour le développement du parc urbain national de la Rouge (<i>poste horizontal</i>).....	2 135
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>).....	1 800
Montant brut des crédits à adopter	<u>3 935</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 935
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 3 935 472 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (646 919 \$) et du réalignement du financement entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel (3 288 553 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contribution pour la mise en œuvre des engagements financiers à court terme du Canada relativement à l'Accord de Copenhague	1 800 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 800 000	.....
Total des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	120 440 596	.....	.....	120 440 596
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	224 987 008	.....	.....	224 987 008
7c	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture d'un montant ne devant pas excéder 10 000 000 \$ .....	.....	.....	1	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 143 191	.....	.....	13 143 191
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	28 568 975 000	.....	.....	28 568 975 000
(L)	Intérêt sur la dette non échue	18 537 000 000	.....	(762 000 000)	17 775 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15 422 503 000	.....	.....	15 422 503 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 859 486 000	.....	.....	11 859 486 000
(L)	Autres frais d'intérêts.....	9 131 000 000	.....	.....	9 131 000 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 110 679 940	.....	.....	3 110 679 940
(L)	Paievements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	733 000 000	.....	25 000 000	758 000 000
(L)	Paievement de péréquation supplémentaire – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	679 660 000	.....	.....	679 660 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements à l'Association internationale de développement.....	441 620 000	.....	.....	441 620 000
(L) Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	312 308 000	.....	(14 991 000)	297 317 000
(L) Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	146 059 000	.....	.....	146 059 000
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	120 000 000	.....	.....	120 000 000
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	.....	93 710 000	93 710 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	.....	74 100 000	74 100 000
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	.....	.....	51 200 000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives).....	32 148 628	.....	.....	32 148 628
(L) Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	.....	.....	10 000 000	10 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(743 232 000)	.....	10 502 000	(732 730 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 366 415 000)	.....	38 412 000	(3 328 003 000)
Total des dépenses budgétaires	85 644 640 879	.....	(525 266 999)	85 119 373 880
Vérificateur général				
20 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes obtenues pour compenser les dépenses engagées afin d'assurer pendant l'exercice des services professionnels d'audit aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) ainsi que les audits annuels des états financiers et de gestion et les audits des accords de contribution de l'Organisation internationale du Travail (OIT).....	80 790 006	.....	.....	80 790 006
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 331 353	.....	.....	10 331 353
Total des dépenses budgétaires	91 121 359	.....	.....	91 121 359

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Tribunal canadien du commerce extérieur					
25b	Dépenses du Programme.....	10 633 797	.....	.....	10 633 797
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 240 425	.....	.....	1 240 425
	Total des dépenses budgétaires	11 874 222	.....	.....	11 874 222
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
30a	Dépenses du Programme.....	50 722 874	.....	.....	50 722 874
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 697 939	.....	.....	5 697 939
	Total des dépenses budgétaires	56 420 813	.....	.....	56 420 813
Bureau du surintendant des institutions financières					
35	Dépenses du Programme.....	909 369	.....	.....	909 369
	Total des dépenses budgétaires	909 369	.....	.....	909 369
PPP Canada Inc.					
40	Paievements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	.....	12 700 000
45	Paievements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	275 000 000	.....	.....	275 000 000
	Total des dépenses budgétaires	287 700 000	.....	.....	287 700 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L10 Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les exercices 2011-2012 à 2015-2016	1	.....	.....	1
L15 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 610 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
<u>L17c</u> Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques d'un montant ne devant pas excéder 60 278 000 \$ .....	.....	.....	1	1
(L) Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	.....	.....	60 278 000	60 278 000
(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	20 610 640	.....	.....	20 610 640
Total des autorisations non budgétaires	20 610 642	.....	60 278 001	80 888 643

FINANCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 7	Total
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture d'un montant ne devant pas excéder 10 000 000 \$
Crédits législatifs		
Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		93 710
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		74 100
Révision des prévisions quant aux paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		38 412
Paiements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)...		25 000
Révision des prévisions quant au recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		10 502
Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)		10 000
Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		(14 991)
Nouvelles prévisions à l'égard de l'intérêt sur la dette non échue		(762 000)
Total des crédits législatifs		(525 267)
Présent budget supplémentaire des dépenses		(525 267)

Explication du besoin – Dépenses non budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit L17	Total
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques d'un montant ne devant pas excéder 60 278 000 \$
Crédits législatifs		
Paiement à la Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)		60 278
Présent budget supplémentaire des dépenses		60 278

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Autres paiements de transfert</u>		
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	93 710 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	74 100 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	38 412 000
(L) Paiements aux provinces relatifs à l'harmonisation des taxes de vente (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	25 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	10 502 000
(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	10 000 000
(L) Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(14 991 000)
Montant total des paiements de transfert	236 733 000

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes perçues au cours d'un exercice à la compensation de ses dépenses relatives à la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....			
	424 541 835	(576 938)	.....	423 964 897
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....			
	16 400 117	502 133	1	16 902 251
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....			
	794 946 571	.....	.....	794 946 571
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....			
	54 081 266	.....	.....	54 081 266
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile.....			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile.....			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile.....			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36).....			
	103 467 000	.....	(33 500 000)	69 967 000
(L)	Subvention à Génome Canada.....			
	49 500 000	.....	.....	49 500 000
(L)	Contributions à Génome Canada.....			
	25 100 000	.....	.....	25 100 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....			
	10 862 278	.....	.....	10 862 278
(L)	Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.....			
	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir.....			
	52 459 600	.....	.....	52 459 600
	1 541 440 183	(74 805)	(33 499 999)	1 507 865 379
Agence spatiale canadienne				
25c	Dépenses de fonctionnement.....			
	175 081 752	.....	.....	175 081 752
30b	Dépenses en capital.....			
	162 227 680	.....	.....	162 227 680
35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....			
	37 599 169	.....	.....	37 599 169
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....			
	11 032 951	.....	.....	11 032 951
	385 941 552	.....	.....	385 941 552

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission canadienne du tourisme				
40 Paiements à la Commission canadienne du tourisme ...	72 032 802	.....	.....	72 032 802
Total des dépenses budgétaires	72 032 802	.....	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur				
45 Dépenses du Programme.....	2 956 007	.....	.....	2 956 007
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 763	.....	.....	302 763
Total des dépenses budgétaires	3 258 770	.....	.....	3 258 770
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
50b Dépenses de fonctionnement	27 484 999	.....	.....	27 484 999
55b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	231 947 760	.....	.....	231 947 760
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 288 753	.....	.....	3 288 753
Total des dépenses budgétaires	262 721 512	.....	.....	262 721 512
Conseil national de recherches du Canada				
60c Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	404 646 697	(690 000)	1	403 956 698
65c Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	42 089 220	220 000	1	42 309 221
70c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	259 565 500	900 000	1	260 465 501
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 513 743	.....	.....	40 513 743
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	132 000 000	.....	.....	132 000 000
Total des dépenses budgétaires	878 815 160	430 000	3	879 245 163
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
75b Dépenses de fonctionnement	49 814 570	.....	.....	49 814 570
80c Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 023 738 381	(7 068 522)	7 795 000	1 024 464 859
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 330 160	.....	.....	5 330 160
Total des dépenses budgétaires	1 078 883 111	(7 068 522)	7 795 000	1 079 609 589
Greffé du Tribunal de la concurrence				
85 Dépenses du Programme.....	2 280 686	.....	.....	2 280 686
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	165 225	.....	.....	165 225
Total des dépenses budgétaires	2 445 911	.....	.....	2 445 911

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Conseil de recherches en sciences humaines				
90b Dépenses de fonctionnement	25 552 031	.....	.....	25 552 031
95c Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	664 339 061	(482 218)	6 911 805	670 768 648
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 800 265	.....	.....	2 800 265
Total des dépenses budgétaires	692 691 357	(482 218)	6 911 805	699 120 944
Conseil canadien des normes				
100a Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	10 261 247	.....	.....	10 261 247
Total des dépenses budgétaires	10 261 247	.....	.....	10 261 247
Statistique Canada				
105 Dépenses du Programme, contributions et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	446 083 063	.....	.....	446 083 063
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 158 222	.....	.....	69 158 222
Total des dépenses budgétaires	515 241 285	.....	.....	515 241 285

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des autorisations non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Législatif	Total
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....	.....	.....	(33 500)	(33 500)
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne (502 133 \$) – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation	(502)	502	.....	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires.....	(75)	.....	.....	(75)
Total des transferts	(577)	502	.....	(75)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(577)	502	(33 500)	(33 575)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	(33 500 000)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Réinvestissement des redevances de la vente de données provenant de RADARSAT-1.....	480
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	480
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 480 481 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Transfert de 220 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté .....	.....	220	.....	220
Transfert de 200 000 \$ d'Environnement (crédit 10) – Pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse .....	.....	.....	200	200
Transfert de 10 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 50) – Pour appuyer des travaux de recherche en chimie des glucides portant sur la salmonelle	10	.....	.....	10
Réaffectation des ressources à l'interne (700 000 \$) – Pour le financement du Programme des observatoires astronomiques internationaux	(700)	.....	700	.....
Total des transferts	(690)	220	900	430
Présent budget supplémentaire des dépenses	(690)	220	900	430

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	700 000	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse	200 000	.....
Total des paiements de transfert	900 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 80
Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>)...	7 795
Fonds pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	1 000
Montant brut des crédits à adopter	8 795
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 000
Total des crédits à adopter	7 795
Transferts	
Transfert de 80 000 \$ des Instituts de recherche en santé du Canada (crédit 25) – Pour appuyer les collèges afin d'accélérer la recherche appliquée dans des domaines où les besoins de l'industrie sont importants (Chaires de recherche industrielle dans les collèges).....	80
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	(49)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada	(53)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer l'initiative du Centre d'excellence en recherche Canada-Inde pour favoriser des partenariats innovateurs et multidisciplinaires afin d'accélérer la transformation et la viabilité des communautés.....	(867)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	(6 180)
Total des transferts	(7 069)
Présent budget supplémentaire des dépenses	726

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 1 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources des subventions et bourses au Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	7 795 000	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	1 000 000	.....
Chaires de recherche industrielle dans les collèges.....	80 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	8 875 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 000 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>7 148 522</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	726 478	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 95</u>
Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>)...	6 912
Fonds pour promouvoir et appuyer la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.....	175
Montant brut des crédits à adopter	<u>7 087</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	175
Total des crédits à adopter	<u>6 912</u>
Transferts	
Transfert de 124 150 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et génie (crédit 80) – Pour appuyer l'initiative du Centre d'excellence en recherche Canada-Inde pour favoriser des partenariats innovateurs et multidisciplinaires afin d'accélérer la transformation et la viabilité des communautés.....	124
Transfert de 117 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et génie (crédit 80) – Pour soutenir le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	117
Transfert de 23 872 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et génie (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	24
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	(747)
Total des transferts	<u>(482)</u>
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>6 430</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 175 041 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds disponibles visant à promouvoir et à soutenir la recherche dans le domaine des sciences humaines.

Paiements de transfert (dollars)	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	6 911 805	.....
Subventions et bourses.....	175 041	.....
Réseaux de centres d'excellence.....	124 150	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises.....	117 000	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	23 872	.....
Montant total brut des paiements de transfert	<u>7 351 868</u>	<u>.....</u>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	<i>175 041</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>747 240</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	<u>6 429 587</u>	<u>.....</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	284 954 630	(500 000)	.....	284 454 630
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	390 428 556	(83 333)	1 332 000	391 677 223
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 089 491	.....	.....	80 089 491
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	755 550 193	(583 333)	1 332 000	756 298 860
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	22 121 474	.....	.....	22 121 474
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 649 295	.....	.....	2 649 295
	Total des dépenses budgétaires	24 770 769	.....	.....	24 770 769
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 380 958	.....	.....	4 380 958
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	405 970	.....	.....	405 970
	Total des dépenses budgétaires	4 786 928	.....	.....	4 786 928

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commissaire à la magistrature fédérale					
20c	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	8 211 565	500 000	1	8 711 566
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 578 657	.....	.....	1 578 657
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	981 779	.....	.....	981 779
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	474 685 800	.....	.....	474 685 800
	Total des dépenses budgétaires	485 457 801	500 000	1	485 957 802
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30b	Dépenses du Programme.....	63 906 251	.....	.....	63 906 251
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 972 475	.....	.....	6 972 475
	Total des dépenses budgétaires	70 878 726	.....	.....	70 878 726
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35b	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes et par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, ainsi que par la prestation de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales, et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	165 196 270	.....	.....	165 196 270
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 790 128	.....	.....	18 790 128
	Total des dépenses budgétaires	183 986 398	.....	.....	183 986 398
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	11 283 984	.....	.....	11 283 984
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	23 387 150	.....	.....	23 387 150
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 833 389	.....	.....	3 833 389
	Total des dépenses budgétaires	38 504 523	.....	.....	38 504 523

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Cour suprême du Canada				
50 Dépenses du Programme.....	23 000 955	.....	.....	23 000 955
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 377 465	.....	.....	2 377 465
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	5 718 380	.....	.....	5 718 380
Total des dépenses budgétaires	31 096 800	.....	.....	31 096 800

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement pour bonifier le Fonds d'aide aux victimes afin d'augmenter la portée de la Stratégie fédérale d'aide aux victimes, particulièrement pour les centres d'appui aux enfants et les organisations non gouvernementales qui offrent des services d'aide aux victimes .....	.....	1 400	1 400
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	68	68
Total des crédits à adopter	.....	1 332	1 332
Transferts			
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour le développement des connaissances des fournisseurs de services aux Autochtones en matière d'agression sexuelle envers les jeunes filles .....	.....	(83)	(83)
Transfert au Commissaire à la magistrature fédérale – Pour des obligations juridiques en vertu de la <i>Loi sur les juges</i>	(500)	.....	(500)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(500)	1 249	749

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 68 000 \$ sont disponibles du crédit 1 afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels.....	400 000	.....
Contributions		
Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	1 000 000	.....
Total des paiements de transfert	1 400 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 20
Transfert de 500 000 \$ de Justice (crédit 1) – Pour les obligations juridiques en vertu de la <i>Loi sur les juges</i>	500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Sénat					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	57 933 343	.....	.....	57 933 343
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 592 303	.....	.....	7 592 303
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5).....	26 690 200	.....	.....	26 690 200
	Total des dépenses budgétaires	92 215 846	.....	.....	92 215 846
Chambre des communes					
5c	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	292 490 008	.....	15 501 342	307 991 350
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 785 091	.....	.....	36 785 091
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	118 246 048	.....	.....	118 246 048
	Total des dépenses budgétaires	447 521 147	.....	15 501 342	463 022 489
Bibliothèque du Parlement					
10c	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	38 381 080	.....	950 000	39 331 080
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 134 976	.....	.....	5 134 976
	Total des dépenses budgétaires	43 516 056	.....	950 000	44 466 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique					
15	Dépenses du Programme.....	6 338 000	.....	.....	6 338 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	794 288	.....	.....	794 288
	Total des dépenses budgétaires	7 132 288	.....	.....	7 132 288

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Conseiller sénatorial en éthique				
20 Dépenses du Programme.....	701 697	.....	.....	701 697
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 600	.....	.....	105 600
Total des dépenses budgétaires	807 297	.....	.....	807 297

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 5
Fonds pour couvrir le paiement des indemnités de départ.....	15 501

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour les coûts de fonctionnement supplémentaires attribuables à des indemnités de départ et à des paiements de congés parentaux.....	950

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	184 515 597	932 000	1	185 447 598
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	1 055 823 555	(7 000)	489 232	1 056 305 787
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	21 473 201	.....	.....	21 473 201
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....			
	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8).....			
	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents			
	182 000	.....	.....	182 000
	1 263 906 869	925 000	489 233	1 265 321 102
Conseil des Arts du Canada				
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....			
	181 367 817	.....	.....	181 367 817
	181 367 817	.....	.....	181 367 817
Société Radio-Canada				
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement			
	999 484 060	.....	.....	999 484 060
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement			
	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....			
	103 035 000	.....	.....	103 035 000
	1 106 519 060	.....	.....	1 106 519 060
Musée canadien des droits de la personne				
30b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
	56 835 049	.....	.....	56 835 049
	56 835 049	.....	.....	56 835 049

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Musée canadien des civilisations				
35c Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	62 888 609	.....	906 652	63 795 261
Total des dépenses budgétaires	62 888 609	.....	906 652	63 795 261
Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
40 Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	9 950 000	.....	.....	9 950 000
Total des dépenses budgétaires	9 950 000	.....	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature				
45 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	33 938 974	.....	.....	33 938 974
Total des dépenses budgétaires	33 938 974	.....	.....	33 938 974
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
50c Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	10 663 332	100 000	1	10 763 333
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 311 029	.....	.....	6 311 029
Total des dépenses budgétaires	16 974 361	100 000	1	17 074 362
Bibliothèque et Archives du Canada				
55c Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	92 198 847	402 010	1	92 600 858
60 Dépenses en capital.....	19 352 500	.....	.....	19 352 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 275 573	.....	.....	11 275 573
Total des dépenses budgétaires	122 826 920	402 010	1	123 228 931
Société du Centre national des Arts				
65c Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	35 631 174	75 000	1	35 706 175
Total des dépenses budgétaires	35 631 174	75 000	1	35 706 175

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission des champs de bataille nationaux					
70	Dépenses du Programme.....	7 503 774	.....	.....	7 503 774
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 015	.....	.....	398 015
(L)	Dépenses aux termes 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 700 000	.....	.....	1 700 000
	Total des dépenses budgétaires	9 601 789	.....	.....	9 601 789
Office national du film					
75	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	69 751 560	.....	.....	69 751 560
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	69 751 560	.....	.....	69 751 560
Musée des beaux-arts du Canada					
80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	40 666 757	.....	.....	40 666 757
85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total des dépenses budgétaires	48 666 757	.....	.....	48 666 757
Musée national des sciences et de la technologie					
90b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	30 537 595	.....	.....	30 537 595
	Total des dépenses budgétaires	30 537 595	.....	.....	30 537 595
Commission de la fonction publique					
95c	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services de <u>dotation</u> , d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations....	87 786 028	.....	1	87 786 029
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 620 112	.....	.....	13 620 112
	Total des dépenses budgétaires	101 406 140	.....	1	101 406 141
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
100	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	13 119 344	.....	.....	13 119 344
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 310 757	.....	.....	1 310 757
	Total des dépenses budgétaires	14 430 101	.....	.....	14 430 101

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105 Dépenses du Programme.....	5 130 313	.....	.....	5 130 313
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 407	.....	.....	614 407
Total des dépenses budgétaires	5 744 720	.....	.....	5 744 720
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
110 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 080	.....	.....	190 080
Total des dépenses budgétaires	1 916 280	.....	.....	1 916 280
Téléfilm Canada				
115 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	.....	.....	105 667 144
Total des dépenses budgétaires	105 667 144	.....	.....	105 667 144

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le versement d'une subvention à la Fondation Michaëlle Jean visant la promotion des arts, de la créativité et de la participation communautaire dans le cadre du legs de la gouverneure générale .....	.....	557	557
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	68	68
Total des crédits à adopter	.....	489	489
Transferts			
Transfert de 1 000 000 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1) – Remboursement en raison d'une diminution des besoins en matière de locaux.....	1 000	.....	1 000
Réaffectation des ressources à l'interne (68 000 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(68)	68	.....
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'édition 2013 de l'événement biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec .....	.....	(75)	(75)
Total des transferts	932	(7)	925
Présent budget supplémentaire des dépenses	932	482	1 414

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 68 000 \$ sont disponibles du crédit 1 afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à la Fondation Michaëlle Jean.....	557 232	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	75 000	.....
Montant net des paiements de transfert	482 232	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour la création du Musée canadien de l'histoire.....	1 000
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	93
Présent budget supplémentaire des dépenses	907

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 93 348 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du remboursement des fonds alloués au Prince of Wales Northern Heritage Center.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50
Transfert de 100 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	100

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert de 402 010 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1) – Remboursement en raison d'une diminution des besoins en matière de locaux	402

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 65</u>
Transfert de 75 000 \$ de Patrimoine canadien (crédit 5) – Pour l'édition 2013 de l'événement biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec	75

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1c Dépenses de fonctionnement et :				
<i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
<i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
<i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;				
<i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 283 110 215	4 182 758	1	1 287 292 974
5c Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	400 801 387	(4 447 995)	1	396 353 393
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	88 988 080	(55 200)	1	88 932 881
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	132 589 653	.....	.....	132 589 653
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	1 905 566 851	(320 437)	3	1 905 246 417

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	962	1 000	.....	1 962
Fonds pour la soumission du Canada à la Commission des limites du plateau continental dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	1 750	.....	.....	1 750
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative sur la carpe asiatique en vue de protéger les Grands Lacs du Canada	1 494	.....	.....	1 494
Fonds pour la phase de définition du projet de renouvellement de la flotte d'hélicoptères de la Garde côtière canadienne .....	.....	1 147	.....	1 147
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (poste horizontal)	269	.....	.....	269
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causés par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversements de pétrole	229	.....	.....	229
Montant brut des crédits à adopter	4 704	2 147	.....	6 851
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	68	2 147	.....	2 215
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	4 636	.....	.....	4 636
Total des fonds disponibles	4 704	2 147	.....	6 851
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne (188 000 \$) – Pour soutenir le Programme de subventions et de contributions pour l'aliénation des phares excédentaires .....	.....	188	(188)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (100 000 \$) – Pour augmenter les paiements de contribution de la Garde côtière canadienne à la Garde côtière auxiliaire canadienne	(100)	.....	100	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (24 500 \$) – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(25)	.....	25	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (8 300 \$) – Pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux	(8)	.....	8	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (4 635 995 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	4 636	(4 636)	.....	.....
Transfert à Environnement – Fonds pour fournir des locaux aux employés de Pêches et Océans logés dans des installations d'Environnement en vue d'appuyer la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	(46)	.....	.....	(46)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer le projet du Centre de la science du homard du Collège vétérinaire de l'Atlantique	(274)	.....	.....	(274)
Total des transferts	4 183	(4 448)	(55)	(320)
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 183	(4 448)	(55)	(320)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 703 995 \$ sont disponibles : 68 000 \$ à même le crédit afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé et 4 635 995 \$ du crédit 5 en raison du report de fonds pour les navires de patrouille semi-côtière de la Garde côtière canadienne.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 147 216 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds pour les navires de patrouille semi-côtière de la Garde côtière canadienne.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Ententes de contributions pour permettre aux associations liées à la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC) de procéder à des activités autorisées relatives aux opérations de recherche et de sauvetage en mer (SAR), de la prévention SAR et d'autres activités liées à la sécurité	100 000	.....
Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	24 500	.....
Contribution à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux.....	8 300	.....
Montant total brut des contributions	132 800	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>188 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(55 200)	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public,			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail,			
	(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral,			
	(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État,			
	(v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ;			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	675 627 282	(122 248)	990 000	676 495 034
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	1 853 745 901	.....	.....	1 853 745 901
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 44 048 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 231 150 564 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants			
	.....	.....	231 150 564	231 150 564

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	243 910 464	.....	.....	243 910 464
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	30 574 304 025	.....	104 647 749	30 678 951 774
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	9 003 579 796	.....	143 009 313	9 146 589 109
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 747 000 000	.....	.....	2 747 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	730 000 000	.....	(15 000 000)	715 000 000
(L) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	591 273 970	.....	85 924 698	677 198 668
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	563 029 953	.....	33 978 720	597 008 673
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	509 078 862	.....	4 042 129	513 120 991
(L) Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi conformément à la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i> .....	.....	.....	281 087 168	281 087 168
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	63 800 000	.....	114 500 000	178 300 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	91 000 000	.....	15 000 000	106 000 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	51 600 000	.....	21 800 000	73 400 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	42 000 000	.....	.....	42 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	11 330 079	.....	(3 595 294)	7 734 785
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	.....	.....	6 000 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	3 824	.....	7 284	11 108
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(13 138 428)	.....	3 115 301	(10 023 127)
Total des dépenses budgétaires	47 798 682 760	(122 248)	1 020 657 632	48 819 218 144
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	12 090 787	.....	.....	12 090 787
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 569 617	.....	.....	1 569 617
Total des dépenses budgétaires	13 660 404	.....	.....	13 660 404
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Total des dépenses budgétaires	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 972 607	.....	.....	1 972 607
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 870	.....	.....	180 870
Total des dépenses budgétaires	2 153 477	.....	.....	2 153 477
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	4 652 798	.....	.....	4 652 798
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 130 830	.....	.....	1 130 830
Total des dépenses budgétaires	5 783 628	.....	.....	5 783 628

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
30a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	10 037 212	.....	.....	10 037 212
35c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	18 950 000	83 333	1	19 033 334
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 225 714	.....	.....	1 225 714
	Total des dépenses budgétaires	30 212 926	83 333	1	30 296 260

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
(L)	Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	809 592 184	.....	62 539 099	872 131 283
	Total des autorisations non budgétaires.....	809 592 184	.....	62 539 099	872 131 283
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
(L)	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11) (non budgétaire).....	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)
	Total des autorisations non budgétaires.....	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 7	Total
Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables .....	.....	231 151	231 151
Transfert du budget de fonctionnement destiné au personnel et au régime d'avantages sociaux des employés aux autres coûts de fonctionnement afin d'harmoniser les ressources avec les priorités du ministère.....	990	.....	990
Total des crédits à adopter	990	231 151	232 141
Crédits législatifs			
Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi conformément à la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>			281 087
Augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen			143 009
Augmentation des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....			114 500
Augmentation des prévisions relatives aux versements de prestations de la Sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen			104 648
Augmentation des paiements relatifs aux Bourses canadiennes aux fins d'études en raison des paiements plus élevés que prévus et conformément aux estimations révisées du taux de croissance projeté			85 924
Augmentation des prévisions relatives aux versements d'allocations en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen			33 979
Augmentation des Bons canadiens pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....			21 800
Augmentation des paiements de Bons d'études canadiens en raison d'une augmentation de la population admissible selon les données du Recensement de 2011 de Statistiques Canada ainsi que les efforts du Programme canadien pour l'épargne-études de cibler les régions éloignées.....			15 000
Augmentation des paiements de transfère pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> principalement en raison d'une augmentation des frais d'aide au remboursement ainsi que des nouvelles données sur le programme.....			8 351
Augmentation des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> principalement en raison des recouvrements moins élevés que prévu de rachat de prêts garantis			3 115
Augmentation des paiements d'intérêts en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> principalement en raison d'une hausse plus élevée que prévu des paiements d'intérêt aux institutions financières.....			7
Diminution des paiements d'intérêts et des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> principalement en raison de rachat de prêts moins élevé que prévu auprès des institutions financières contrebalancé par une augmentation prévue de l'aide au remboursement			(3 595)
Diminution des paiements pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> principalement en raison d'une diminution des paiements compensatoires aux provinces et aux territoires participants attribuable aux fluctuations de diverses composantes du calcul et contrebalancé légèrement par une augmentation des coûts du fournisseur de services à cause des nouveaux taux négociés			(4 309)
Diminution des paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison de contributions en moyenne moins élevées que prévu aux régimes enregistrés d'épargne-études attribuable vraisemblablement à l'incertitude économique.....			(15 000)
Total des crédits législatifs			788 516

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 7	Total
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour les services à l'adoption internationale.	(122)	.....	(122)
Présent budget supplémentaire des dépenses	868	231 151	1 020 535

Explication du besoin – Dépenses non budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Total
Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement de l'accroissement du nombre d'étudiants devenant admissibles pour des prêts compte tenu des besoins accrus des étudiants.....	62 539

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	143 009 313
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière des personnes handicapées admissibles.....	114 500 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse	104 647 749
(L) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	85 924 698
(L) Versements d'allocations.....	33 978 720
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	21 800 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	15 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.	(15 000 000)
Montant total brut des subventions	503 860 480
Contributions		
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	8 350 707
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	3 115 301
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	7 284
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(3 595 294)
Montant total brut des contributions	7 877 998
Autres paiements de transfert		
(L) Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi conformément à la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>	281 087 168
Montant net des paiements de transfert	792 825 646

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 35
Transfert de 83 333 \$ de Justice – Pour le développement des connaissances des fournisseurs de services aux Autochtones en matière d’agression sexuelle envers les jeunes filles.....	83

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d’autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	83 333	. . . . .

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	845 877 676	.....	.....	845 877 676
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	31 357 212	600 000	1	31 957 213
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	742 018 648	.....	.....	742 018 648
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	59 716 340	.....	.....	59 716 340
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières			
	987 902 000	.....	(337 486 000)	650 416 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse			
	135 846 000	.....	(53 196 000)	82 650 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada			
	59 338 000	.....	.....	59 338 000
(L)	Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôtières de la Nouvelle-Écosse			
	.....	.....	57 774 592	57 774 592
(L)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers			
	7 756 000	.....	.....	7 756 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers			
	3 450 000	.....	.....	3 450 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada			

	2 873 339 392	600 000	(332 907 407)	2 541 031 985
Énergie atomique du Canada limitée				
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	345 308 000	.....	.....	345 308 000
(L)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée			
	274 552 095	.....	.....	274 552 095
	619 860 095	.....	.....	619 860 095

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20c Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	39 783 432	(119 360)	445 910	40 109 982
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 840 994	.....	.....	3 840 994
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	90 685 811	.....	.....	90 685 811
Total des dépenses budgétaires	134 310 237	(119 360)	445 910	134 636 787
Office national de l'énergie				
25b Dépenses du Programme.....	66 459 698	.....	.....	66 459 698
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 494 511	.....	.....	6 494 511
Total des dépenses budgétaires	72 954 209	.....	.....	72 954 209
Administration du pipe-line du Nord				
30 Dépenses du Programme.....	3 163 150	.....	.....	3 163 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 320	.....	.....	122 320
Total des dépenses budgétaires	3 285 470	.....	.....	3 285 470

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	707	.....	707
Fonds pour les coûts de réaménagement des effectifs faisant suite à des initiatives de restructuration	54	.....	54
Montant brut des crédits à adopter	761	.....	761
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	761	.....	761
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Crédits législatifs			
Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôtières de la Nouvelle-Écosse			57 775
Prévisions révisées des paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse en raison des baisses attribuables du coût du gaz naturel, ainsi que des volumes de production.....			(53 196)
Prévisions révisées des paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières en raison de la baisse prévue du prix du pétrole			(337 486)
Total des crédits législatifs			(332 907)
Total des rajustements des crédits			(332 907)
Transferts			
Transfert de 600 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour la construction du Centre d'entraînement des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut) .....	.....	600	600
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....	600	(332 307)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 760 998 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds liés à des revendications territoriales au Yukon, au Nunavut et au Nunavik et du gouvernement Tlicho à cause de retards dans les négociations pour le programme d'arpentage (692 998 \$); et afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé (68 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne pour les ressources pétrolières extracôtières de la Nouvelle-Écosse.....	57 774 592
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	(53 196 000)
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières.....	(337 486 000)
Montant net des paiements de transfert	(332 907 408)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 20</u>
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>).....	446
Transferts	
Transfert à Services partagés Canada – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(5)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel dans les missions à l'étranger.....	(114)
Total des transferts	(119)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>327</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 078 418 499	(34 353 362)	39 547 247	2 083 612 384
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et prévoir un montant supplémentaire de.....	30 778 445	3 572 300	3 000 000	37 350 745
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 484 614 428	32 305 300	6 370 684	1 523 290 412
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 947 945	.....	.....	134 947 945
(L)	Ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	3 728 836 833	1 524 238	48 917 931	3 779 279 002
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15c	Dépenses du Programme.....	10 422 266	(1 172 588)	.....	9 249 678
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 586	.....	.....	614 586
	Total des dépenses budgétaires	11 036 852	(1 172 588)	.....	9 864 264

Nota : En vertu du décret C.P. 2012-1136, la responsabilité à l'égard du reste des activités de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée a été transférée à Santé, à compter du 30 septembre 2012.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Instituts de recherche en santé du Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement	52 370 325	.....	.....	52 370 325
25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	928 196 995	8 007 963	12 870 000	949 074 958
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 617 600	.....	.....	6 617 600
	Total des dépenses budgétaires	987 184 920	8 007 963	12 870 000	1 008 062 883
Agence canadienne de développement économique du Nord					
30b	Dépenses de fonctionnement	13 783 692	.....	.....	13 783 692
35b	Contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	39 861 803	.....	.....	39 861 803
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 171 953	.....	.....	1 171 953
	Total des dépenses budgétaires	54 817 448	.....	.....	54 817 448
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
40c	Dépenses du Programme	4 192 568	.....	20 000	4 212 568
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 596	.....	.....	596 596
	Total des dépenses budgétaires	4 789 164	.....	20 000	4 809 164
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
45	Dépenses du Programme	11 163 552	.....	.....	11 163 552
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 052 767	.....	.....	1 052 767
	Total des dépenses budgétaires	12 216 319	.....	.....	12 216 319
Agence de la santé publique du Canada					
50c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations....	384 871 312	(262 800)	.....	384 608 512
55c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	18 755 250	745 800	1	19 501 051
60c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	202 434 478	(1 156 963)	.....	201 277 515
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 837 921	.....	.....	32 837 921
	Total des dépenses budgétaires	638 898 961	(673 963)	1	638 224 999

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour maintenir les services de soins infirmiers de base offerts aux collectivités éloignées et isolées des Premières nations	34 427	.....	5 997	40 424
Fonds pour continuer à renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (poste horizontal)	3 291	.....	.....	3 291
Fonds pour la rénovation de l'immeuble Sir Frederick Banting dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques.....	.....	3 000	.....	3 000
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (poste horizontal)	1 898	.....	.....	1 898
Fonds en appui au Réseau canadien de recherche et d'intervention sur la dépression et pour la mise en œuvre d'un programme de formation sur le trouble de stress post-traumatique.....	.....	.....	373	373
Montant brut des crédits à adopter	39 616	3 000	6 370	48 986
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	68	.....	.....	68
Total des crédits à adopter	39 548	3 000	6 370	48 918
Transferts				
Transfert de 1 172 588 \$ de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée (crédit 15) – Pour l'administration et l'exécution de la <i>Loi sur la procréation assistée</i>	1 173	.....	.....	1 173
Transfert de 200 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour le rajustement des fonds destinés à l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH	200	.....	.....	200
Transfert de 151 650 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	152	.....	.....	152
Réaffectation des ressources à l'interne (5 972 300 \$) – Pour soutenir davantage le développement de système	(5 972)	5 972	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (29 905 300 \$ du crédit 1 et 2 400 000 \$ du crédit 5) – Pour soutenir davantage la prestation de divers services de soins de santé et l'exécution de programmes par les Premières nations et les Inuits	(29 905)	(2 400)	32 305	.....
Total des transferts	(34 352)	3 572	32 305	1 525
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 196	6 572	38 675	50 443

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 68 000 \$ sont disponibles à même le crédit afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions au Soutien à l'infrastructure en matière de santé des Premières nations et des Inuits	24 005 300	.....
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	14 297 484	.....
Société pour les troubles de l'humeur du Canada.....	373 200	.....
Total des paiements de transfert	38 675 984	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>)...	14 270
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 400
Total des crédits à adopter	12 870
Transferts	
Transfert de 6 063 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour soutenir le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise.....	6 063
Transfert de 827 000 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour appuyer la recherche dans les domaines de la promotion des modes de vie sains, l'obésité juvénile, et la prévention des maladies chroniques.....	827
Transfert de 743 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer l'initiative du Centre d'excellence en recherche Canada-Inde pour favoriser des partenariats innovateurs et multidisciplinaires afin d'accélérer la transformation et la viabilité des communautés.....	743
Transfert de 300 000 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour soutenir la recherche en matière de technologies et d'approches innovatrices pour le dépistage, le diagnostic et le traitement des traumatismes cérébraux légers.....	300
Transfert de 129 963 \$ de l'Agence de la santé publique du Canada (crédit 60) – Pour appuyer le progrès des connaissances sur l'alimentation et la santé afin d'améliorer la santé de la population canadienne.....	130
Transfert de 25 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	25
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les collèges afin d'accélérer la recherche appliquée dans des domaines où les besoins de l'industrie sont importants (Chaires de recherche industrielle dans les collèges).....	(80)
Total des transferts	8 008
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 878

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 1 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherches du Canada.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	14 270 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	6 063 000	.....
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 256 963	.....
Réseaux de centres d'excellence	743 000	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	25 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	22 357 963	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 400 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>80 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	20 877 963	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 40</u>
Transfert du budget de fonctionnement du régime d'avantages sociaux des employés à un autre budget de fonctionnement afin d'harmoniser les ressources aux priorités gouvernementales.....	20

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Fonds pour continuer à renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosons de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (poste horizontal).....	5 664	.....	.....	5 664
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (poste horizontal).....	54	253	.....	307
Montant brut des crédits à adopter	5 718	253	.....	5 971
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 718	.....	.....	5 718
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	253	.....	253
Total des fonds disponibles	5 718	253	.....	5 971
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de 493 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison du renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	493	.....	493
Réaffectation des ressources à l'interne (252 800 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(253)	253	.....	.....
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer des travaux de recherche en chimie des glucides portant sur la salmonelle.....	(10)	.....	.....	(10)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer le progrès des connaissances sur l'alimentation et la santé afin d'améliorer la santé de la population canadienne.....	.....	.....	(130)	(130)
Transfert à Santé – Pour le rajustement des fonds destinés à l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH.....	.....	.....	(200)	(200)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche dans les domaines de la promotion des modes de vie sains, l'obésité juvénile, et la prévention des maladies chroniques.....	.....	.....	(827)	(827)
Total des transferts	(263)	746	(1 157)	(674)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(263)	746	(1 157)	(674)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 5 718 592 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 252 800 \$ sont disponibles du crédit 50 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	136 789 746	.....	.....	136 789 746
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	479 440 792	.....	.....	479 440 792
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 056 385	.....	.....	15 056 385
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	631 364 439	.....	.....	631 364 439
Agence des services frontaliers du Canada					
10c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 676 481 707	4 929 452	1	1 681 411 160
15c	Dépenses en capital.....	202 161 586	(4 929 452)	.....	197 232 134
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 490 817	.....	.....	181 490 817
	Total des dépenses budgétaires	2 060 134 110	.....	1	2 060 134 111
Service canadien du renseignement de sécurité					
20c	Dépenses du Programme– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	486 085 855	550 000	1	486 635 856
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 061 884	.....	.....	48 061 884
	Total des dépenses budgétaires	534 147 739	550 000	1	534 697 740

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Service correctionnel du Canada				
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements			
	2 396 524 684	.....	.....	2 396 524 684
30	Dépenses en capital, y compris les paiements à titre de contributions :			
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations			
	547 553 914	.....	.....	547 553 914
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	262 737 153	.....	.....	262 737 153
(L)	Fonds renouvelable CORCAN			

	Total des dépenses budgétaires	3 206 815 751	.....	3 206 815 751

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission nationale des libérations conditionnelles					
35a	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	48 567 203	.....	.....	48 567 203
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 938 240	.....	.....	5 938 240
	Total des dépenses budgétaires	54 505 443	.....	.....	54 505 443
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
40a	Dépenses du Programme.....	4 179 922	.....	.....	4 179 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	570 098	.....	.....	570 098
	Total des dépenses budgétaires	4 750 020	.....	.....	4 750 020
Gendarmerie royale du Canada					
45c	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	2 343 339 325	3 247 413	1	2 346 586 739
50c	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	340 895 282	162 998	268 904	341 327 184
55b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	140 453 625	.....	.....	140 453 625
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 197 756	.....	.....	83 197 756
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	332 791 024	.....	.....	332 791 024
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	17 500 000	.....	.....	17 500 000
	Total des dépenses budgétaires	3 258 177 012	3 410 411	268 905	3 261 856 328
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
60a	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 617 117	.....	.....	1 617 117
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 170	.....	.....	105 170
	Total des dépenses budgétaires	1 722 287	.....	.....	1 722 287

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme.....	7 882 977	.....	.....	7 882 977
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	576 394	.....	.....	576 394
Total des dépenses budgétaires	8 459 371	.....	.....	8 459 371

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative intégrée sur la sécurité du fret du Plan d'action sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique	4 730	362	5 092
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	602	2 650	3 252
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives et d'améliorations relatives aux programmes des négociants fiables et des voyageurs fiables, conformément au plan d'action Par-delà la frontière.....	1 864	50	1 914
Montant brut des crédits à adopter	7 196	3 062	10 258
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 266	3 062	5 328
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	4 930	.....	4 930
Total des fonds disponibles	7 196	3 062	10 258
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (4 929 452 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	4 930	(4 930)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 930	(4 930)	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 7 195 707 \$ sont disponibles : 2 266 255 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des coûts du régime d'avantages sociaux des employés découlant de la conversion des fonds en crédits salariaux et 4 929 452 \$ du crédit 15 en raison du retard lié au programme d'inspection des véhicules et du fret utilisant l'imagerie à grande échelle.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 3 062 072 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards liés au Grand livre des comptes clients (1 258 031 \$), au programme d'inspection des véhicules et du fret utilisant l'imagerie à grande échelle (1 066 468 \$) et à l'armement (où les agents travaillent seuls) (737 573 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 20</u>
Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre d'un programme de vente immobilière	1 274
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 274
Total des crédits à adopter	<u>.....</u>
Transferts	
Transfert de 550 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison de renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	550
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>550</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 1 273 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 45	Crédit 50	Total
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens			
immobiliers .....	.....	334	334
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2	.....	2
Montant brut des crédits à adopter	2	334	336
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2	.....	2
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	66	66
Total des fonds disponibles	2	66	68
Total des crédits à adopter	.....	268	268
Transferts			
Transfert de 3 746 601 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1) – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de quartier général à Ottawa (Ontario).....	3 747	.....	3 747
Transfert de 215 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, créé en raison de renouvellement et de l'harmonisation des programmes de science et de technologie en matière de sécurité publique et de sûreté, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et de technologie afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté.....	.....	215	215
Transfert à Services partagés Canada – Pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du plan d'action Par-delà la frontière concernant l'intégration des opérations transfrontalières d'application de la loi.....	(46)	(47)	(93)
Transfert à Services partagés Canada – Pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires.....	(453)	(5)	(458)
Total des transferts	3 248	163	3 411
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 248	431	3 679

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 2 260 \$ sont disponibles à même le crédit afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 65 740 \$ sont disponibles du crédit 45 afin de financer l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	600 134 032	5 967 980	1	606 102 013
5c	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés			
	110 800 696	(4 527 980)	.....	106 272 716
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	1 189 132 620	.....	.....	1 189 132 620
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	73 816 408	.....	.....	73 816 408
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)			
	83 372 000	.....	.....	83 372 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....			
	60 529 578	.....	.....	60 529 578
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	2 121 164 850	1 440 000	1	2 122 604 851
	Total des dépenses budgétaires			
Société canadienne des postes				
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales			
	22 210 000	.....	.....	22 210 000
	22 210 000	.....	.....	22 210 000
	Total des dépenses budgétaires			

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	576 397 810	.....	.....	576 397 810
	Total des dépenses budgétaires	576 397 810	.....	.....	576 397 810
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	25 428 073	.....	.....	25 428 073
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 484 437	.....	.....	3 484 437
	Total des dépenses budgétaires	28 912 510	.....	.....	28 912 510
La Société des ponts fédéraux Limitée					
30b	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée.....	26 224 693	.....	.....	26 224 693
	Total des dépenses budgétaires	26 224 693	.....	.....	26 224 693
Marine Atlantique S.C.C.					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve	185 376 000	.....	.....	185 376 000
	Total des dépenses budgétaires	185 376 000	.....	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada					
40b	Dépenses de fonctionnement	53 861 188	.....	.....	53 861 188
45b	Contributions	5 153 950 932	.....	.....	5 153 950 932
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 973 028	.....	.....	4 973 028
(L)	Fonds pour l'infrastructure verte .....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds pour l'infrastructure verte	99 418 105	.....	.....	99 418 105
	Total des dépenses budgétaires	5 312 203 253	.....	.....	5 312 203 253
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.					
50b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	182 933 000	.....	.....	182 933 000
	Total des dépenses budgétaires	182 933 000	.....	.....	182 933 000
Tribunal d'appel des transports du Canada					
55c	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 284 898	250 000	1	1 534 899
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 878	.....	.....	126 878
	Total des dépenses budgétaires	1 411 776	250 000	1	1 661 777

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
VIA Rail Canada Inc.				
60b Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits.....	475 651 000	.....	.....	475 651 000
Total des dépenses budgétaires	475 651 000	.....	.....	475 651 000

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert des biens immobiliers	4 244	.....	4 244
Fonds pour simplifier la réglementation gouvernementale en matière d'importation et le processus frontalier en matière de commerce (<i>poste horizontal</i>)	638	22	660
Financement pour le développement du parc urbain national de la Rouge (<i>poste horizontal</i>).....	577	.....	577
Montant brut des crédits à adopter	5 459	22	5 481
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 459	22	5 481
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de 1 690 000 \$ d'Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 5) – Pour le transfert de la gestion d'un bien immobilier fédéral excédentaire aux fins du règlement de la revendication territoriale globale des Algonquins de l'Ontario	1 690	.....	1 690
Réaffectation des ressources à l'interne (4 527 980 \$) – Réaffectation de fonds pour le projet du passage international de la rivière Detroit	4 528	(4 528)	.....
Transfert au Tribunal d'appel des transports du Canada – Pour appuyer un accroissement de la charge de travail en raison d'un domaine de compétence élargi dans le secteur maritime, y compris une augmentation prévue du nombre de révisions et d'appels liés aux services maritimes	(250)	.....	(250)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 968	(4 528)	1 440

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 458 652 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 22 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds destinés au projet du passage international de la rivière Detroit.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert de 250 000 \$ de Transports (crédit 1) – Pour appuyer un accroissement de la charge de travail en raison d'un domaine de compétence élargi dans le secteur maritime, y compris une augmentation prévue du nombre de révisions et d'appels liés aux services maritimes	<u>250</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 048 751 063	(1 715 634)	89 790 744	2 136 826 173
5c	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	518 241 107	.....	60 111 617	578 352 724
6c	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour abroger le paragraphe 5(4) et l'article 5.1 de la <i>Loi</i> , à compter du 31 mars 2013.....	.....	.....	1	1
10	Contributions.....	5 497 037	.....	.....	5 497 037
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	92 625 938	.....	.....	92 625 938
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	7 159 883	.....	.....	7 159 883
(L)	Fonds renouvelable des Services optionnels.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Paieement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers.....	(4 707 000)	.....	.....	(4 707 000)
	Total des dépenses budgétaires.....	2 682 645 544	(1 715 634)	149 902 362	2 830 832 272
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
15	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	25 173 000	.....	.....	25 173 000
	Total des dépenses budgétaires.....	25 173 000	.....	.....	25 173 000

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Services partagés Canada				
20c Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 376 596 839	(6 286 527)	1	1 370 310 313
25c Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	87 891 275	13 567 902	1	101 459 178
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 519 823	.....	.....	101 519 823
Total des dépenses budgétaires	1 566 007 937	7 281 375	2	1 573 289 314

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 6	Total
Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (aménagement, services publics et entretien) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués	84 882	.....	.....	84 882
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	33 443	.....	.....	33 443
Fonds pour les travaux de réparation et réfection d'infrastructures majeures comme des barrages et des ponts.....	.....	32 500	.....	32 500
Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	23 199	.....	23 199
Fonds pour consolider tous les services d'administration de la paye en un centre d'expertise	10 867	4 413	.....	15 280
Fonds pour les coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	5 676	.....	.....	5 676
Fonds pour des vérifications des coûts liées principalement aux contrats de défense.....	2 387	.....	.....	2 387
Fonds pour les paiements tenant lieu d'impôt foncier et des taxes municipales à l'égard des biens détenus et des biens loués	683	.....	.....	683
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers – Pour l'abolissement du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers à compter du 31 mars 2013 (crédit 6c).....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	137 938	60 112	.....	198 050
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	48 148	.....	.....	48 148
Total des crédits à adopter	89 790	60 112	.....	149 902
Transferts				
Transfert de 11 200 000 \$ de Services partagés Canada (crédit 20) – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada	11 200	.....	.....	11 200
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique – Pour financer les réparations apportées au canal Whitehead dans la municipalité du district de Guysborough (Nouvelle-Écosse).....	(167)	.....	.....	(167)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario)	(3 747)	.....	.....	(3 747)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada, à Patrimoine canadien et à Bibliothèque et Archives du Canada – Remboursement en raison d'une diminution des besoins en matière de locaux.....	(9 002)	.....	.....	(9 002)
Total des transferts	(1 716)	.....	.....	(1 716)
Présent budget supplémentaire des dépenses	88 074	60 112	.....	148 186

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 48 147 654 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : du report du financement pour le Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (32 479 307 \$); des ouvrages techniques (7 400 000 \$); de l'initiative des étangs de goudron à Sydney (5 620 415 \$); d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012 (2 557 009 \$); du financement de l'établissement du Secrétariat de la transformation opérationnelle et du renouvellement du Bureau du Conseil privé (68 000 \$); et de la modernisation des services et des systèmes de pensions et de l'initiative ayant trait aux systèmes en place (22 923 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Services partagés Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour les augmentations de traitement et de salaire.....	12 348	.....	12 348
Fonds destinés à la modernisation des services d'administration de la paye du gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>).....	.....	2 470	2 470
Fonds visant à soutenir le partage des renseignements avec les États-Unis en matière d'immigration (<i>poste horizontal</i>).....	28	46	74
Montant brut des crédits à adopter	12 376	2 516	14 892
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12 376	.....	12 376
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	2 516	2 516
Total des fonds disponibles	12 376	2 516	14 892
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de 13 730 000 \$ d'Environnement (crédit 1), de 4 261 485 \$ de l'Agence du revenu du Canada (crédit 1), de 180 700 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 1) et de 5 000 \$ de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (crédit 20) – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	18 177	.....	18 177
Transfert de 452 686 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45) et de 5 500 \$ (crédit 50) – Pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires.....	453	5	458
Transfert de 46 502 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45) et de 46 502 \$ (crédit 50) – Pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du plan d'action Par-delà la frontière concernant l'intégration des opérations transfrontalières d'application de la loi.....	46	47	93
Réaffectation des ressources à l'interne (2 515 900 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(2 516)	2 516	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (11 000 000 \$) – Pour financer les besoins en capital liés à l'infrastructure de la technologie de l'information.....	(11 000)	11 000	.....
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux et à Citoyenneté et Immigration – Pour rajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada.....	(11 447)	.....	(11 447)
Total des transferts	(6 287)	13 568	7 281
Présent budget supplémentaire des dépenses	(6 287)	13 568	7 281

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 12 375 746 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 2 515 900 \$ sont disponibles du crédit 20 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen des dépenses du budget fédéral de 2012.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANNEXE

**Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet
de loi de crédits**

**Les documents suivants seront disponibles sur le site Internet du
Secrétariat du Conseil du Trésor ([www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-
fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/index-fra.asp)) :**

Prévisions législatives

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses**

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros des crédits, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 et l'annexe 2, les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé des crédits constitue les conditions sous lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'une organisation compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

- jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.
 - vii. Crédit pour le report du budget des dépenses en capital – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1c	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et le rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5c	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	46 606 878	
			46 606 879
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30c	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	5 435 066	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
L40c	Agence canadienne de développement international, crédit L40, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2012-2013</i> , est remplacé par l'énoncé suivant : Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne l'achat d'actions des institutions financières internationales ne doit pas dépasser 94 663 000 \$US, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, soit un montant estimé à 95 798 807 \$CAN.....	1	5 435 067
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice; b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
10c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			2

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</p> <p>MINISTÈRE</p>		
5c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	<p>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</p> <p>MINISTÈRE</p>		
1c	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5c	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
			2
	<p>AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS</p>		
20c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	22 568 836	
25c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	272 314	
			22 841 150
	<p>ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>MINISTÈRE</p>		
5c	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		44 755 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1c	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5c	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1	
			2
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1c	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	10 655 589	
			10 655 590

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	SECRETARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada de dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 57 \$, soit une dette irrécouvrable		1
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1c	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		911 881 638

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i>		
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
20c	Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice.....		1 942 475
	BUREAU DU COMMISSAIRE DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
30c	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme		290 000
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1c	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 306 693	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10c	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	21 138 000	
			22 444 693
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
7c	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture d'un montant ne devant pas excéder 10 000 000 \$.....	1	
L17c	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Société financière internationale afin d'appuyer l'initiative internationale de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques d'un montant ne devant pas excéder 60 278 000 \$.....	1	
			2
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
5c	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60c	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
65c	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
70c	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			3

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 795 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95c	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		6 911 805
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
5c	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1 332 000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20c	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5c	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.....		15 501 342

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT (<i>suite et fin</i>)		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10c	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		950 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1c	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
5c	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	489 232	489 233
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		906 652
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50c	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
55c	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	.....	1
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
65c	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	.....	1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95c	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations.....	.....	1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;</p> <p><i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....</p>	1	
5c	<p>Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p>	1	
10c	<p>Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..</p>	1	
			3

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1c	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public, (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail, (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral, (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b)</i> de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État, (v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	990 000	
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 44 048 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 231 150 564 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants.....	231 150 564	
			232 140 564
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
35c	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
5c	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20c	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....		445 910
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	39 547 247	
5c	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et prévoir un montant supplémentaire de.....	3 000 000	
10c	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	6 370 684	
			48 917 931
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25c	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		12 870 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
40c	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme		20 000
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
55c	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20c	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme– Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
50c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	268 904	
			268 905

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1c	Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i> <i>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....</i>		1
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
55c	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
1c	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-emploi et de la Loi sur l'administration des biens saisis; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant de services de gestion des locaux et des services communs et centraux et conformément au paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	89 790 744	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (<i>suite et fin</i>)		
	MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)		
5c	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ..	60 111 617	
6c	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour abroger le paragraphe 5(4) et l'article 5.1 de la Loi, à compter du 31 mars 2013.....	1	
			149 902 362
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
20c	Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
25c	Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			2
			1 545 304 226

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2014)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1c	Agence du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
			2